

# L'enquête de terrain socio-anthropologique <sup>1</sup>

---

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN**

*Directeur d'études à l'EHESS*

## ***Notre interdisciplinarité***

Dans notre laboratoire commun (SHADYC), nous avons fait le choix d'une *tridisciplinarité* rapprochée : anthropologie, histoire et sociologie relèvent *grosso modo* d'une même science sociale, non de trois sciences différentes. Cette option ne renvoie pas à une école théorique commune : nous avons suffisamment de méfiance les uns et les autres à l'égard des sectes théoriques propres à la planète des sciences sociales. Ce n'est pas non plus la proximité des champs de recherche : nous travaillons sur des périodes et des civilisations qui sont extrêmement diverses. Qu'est-ce qui nous rapproche donc ? Peut-être certaines postures vis-à-vis de l'objet de recherche ou de nos disciplines, certaines formes de sensibilité scientifique, peut être aussi l'incompatibilité avec certains discours dominants.

Jean-Louis Fabiani parlait, en citant Passeron, d'une nécessaire déflation conceptuelle, et de notre méfiance envers la prétention théorique et intellectuelle d'un certain nombre de nos collègues. C'est valable dans les trois disciplines, autant en anthropologie qu'en sociologie. Il y a là certainement un goût du travail empirique bien fait, de l'ordre de l'artisanat, mais qui ne renonce pas aux joies des virtuosités interprétatives. C'est aussi une sorte d'éclectisme théorique dans le bon sens du terme (on se fait notre propre cuisine à chaque fois). Nous entendons maîtriser tant bien que mal une culture théorique qui, dépassant les frontières des disciplines, ne s'enferme pas dans ces bibliothèques mentales, propres à chacun d'entre nous, où se marque souvent

---

<sup>1</sup> Une grande partie des réflexions proposées ici se trouve exprimée autrement dans les articles suivants : « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1, 1995, p. 71-112 ; « La violence faite aux données. Autour de quelques figures de la sur-interprétation en anthropologie », *Enquête*, 3, 1996, p. 31-59 ; et « ECRIS : enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques » (en collab. avec T. Bierschenk), in T. Bierschenk et J.-P. Olivier de Sardan (éds.), *Les Pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, 1998, p. 253-272.

l'appartenance disciplinaire, et qui font que l'on cite souvent chez les autres ceux qui sont seulement les têtes d'affiche et pas forcément les plus intéressants dans leur discipline. Je vois la façon dont les anthropologues sont cités par les sociologues, mais aussi dont les sociologues sont cités par les miens. Je pense enfin qu'il y a quelque chose relevant de la tolérance mutuelle vis-à-vis des travaux des uns et des autres, qui fait partie aussi du refus de la déviation sectaire propre à nos disciplines.

Bien sûr, ce n'est pas n'importe quelle sociologie, n'importe quelle histoire, n'importe quelle anthropologie qui se font à Marseille. L'anthropologie que nous faisons n'est certainement pas une anthropologie structuraliste, pas plus qu'une anthropologie culturaliste, et encore moins une anthropologie passéiste ou patrimonialiste. Je dis cela parce que souvent ce sont hélas ces visions-là qu'à l'extérieur l'anthropologie projette d'elle-même, ou que l'on projette sur elle. En tout cas, c'est une anthropologie extrêmement sensible au changement social, aux phénomènes contemporains, aux phénomènes de pouvoir. C'est une anthropologie à la fois « sociologisée » et « historicisée ». Une socio-anthropologie, qui essaie de combiner le point de vue de l'acteur et l'analyse des contraintes et des ressources collectives.

### ***Nouveaux objets***

Elle veut aussi se donner de « nouveaux objets » : je le dis avec précaution, parce que le terme « nouveaux objets » a de quoi hérisser quand on voit de quels « nouveaux objets » on parle parfois en anthropologie. Il y a une inquiétante combinaison d'essayisme et de futilité dans nombre de ces « nouveaux objets » (du type « anthropologie de la chambre d'hôtel »). Les « nouveaux objets » intéressants sont à mes yeux, en revanche, ceux qui sont lestés d'enjeux sociaux contemporains (et pas simplement le produit d'un placement sur un marché d'objets inédits ou pittoresques) pour les acteurs concernés, pour les sociétés concernées. En même temps, ils doivent être gagés sur de solides enquêtes empiriques, et non être le produit de parcours au pas de course au fil des nouveaux gadgets de la modernité. Ces objets nouveaux contemporains sont variables, en ce qui me concerne, et touchent à plusieurs domaines. Ils ne sont d'ailleurs « nouveaux » que très relativement, puisque on ne peut pas réinventer la roue : je ne connais pas d'objets sur lesquels je ne me sois pas rendu compte après lectures que les idées que je croyais inventer avaient été largement produites par d'autres avant moi. On ne fait jamais que broder, ajouter une touche, orienter vers telle ou telle direction, ce qui n'est déjà pas si mal, surtout si on reconnaît la dette que l'on doit à nos devanciers.

Les « nouveaux » objets sur lesquels je travaille, en termes de programme de recherche, touchent par exemple aux pouvoirs locaux en Afrique, dans le contexte particulier de la décentralisation qui se met en place actuellement, et qui est un très bon révélateur du réagencement des pouvoirs locaux. Il s'agit donc d'une anthropologie politique, mais non d'une anthropologie politique des systèmes traditionnels (sauf en ce que les systèmes traditionnels peuvent encore avoir comme présence aujourd'hui). Ce n'est pas non plus une anthropologie de l'État au sommet, une anthropologie de politologue, relativement loin du terrain. C'est une anthropologie politique empirique de terrain, portant sur l'ajustement des pouvoirs entre eux, dans des contextes tout à fait contemporains. Y interviennent des agents de développement, des projets de développement, des experts extérieurs, des fonctionnaires, des cadres revenant sur place, *etc.*<sup>2</sup>

Un autre programme porte sur la santé. Il est vrai qu'il prend en compte divers aspects des représentations « traditionnelles » de la maladie, savoirs populaires, guérisseurs, *etc.*<sup>3</sup> Mais c'est tout autant l'interaction avec les services modernes qui nous intéresse. On fait ainsi une anthropologie des professionnels des services de santé, en reprenant certaines perspectives interactionnistes, en recyclant certains acquis de la sociologie américaine de la santé dans le contexte de l'Afrique, pour tenir compte du fait qu'aujourd'hui le paysage de la santé n'est pas simplement un paysage de guérisseurs, de cultes de possession et de magiciens, c'est aussi un paysage peuplé d'infirmiers, de sages-femmes et de médecins. Un autre programme de recherche sur lequel je travaille (en particulier avec Giorgio Blundo) porte sur la corruption<sup>4</sup>, phénomène largement traité jusqu'à maintenant par les politologues et les économistes, et sur lequel il y a peu de travaux empiriques menés par des anthropologues.

Pourquoi je dis « mené par des anthropologues » ? On est amené évidemment à poser la question : y a-t-il des particularités propres à l'anthropologie, au moins dans le travail d'enquête et de production des données ? Il y a en effet un lien de parenté entre l'anthropologie et un certain mode de production de données, assimilé au « terrain » et à

---

<sup>2</sup> Cf. J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995 ; T. Bierschenk et J.-P. Olivier de Sardan (éds.), *Les Pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, 1998 ; T. Bierschenk, J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan (éds.), *Courtiers du développement*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>3</sup> Cf. Y. Jaffré et J.-P. Olivier de Sardan (éds.), *La construction sociale des maladies. Les entités nosologiques populaires en Afrique de l'Ouest*, Paris, PUF, 1999.

<sup>4</sup> Cf. J.-P. Olivier de Sardan, « A Moral Economy of Corruption in Africa ? », *The Journal of Modern African Studies*, 37 (1), 1999, p. 25-52.

l'enquête ethnographique. C'est vrai et faux à la fois, dans la mesure où une partie des sociologues, et parfois même certains historiens, procèdent de la même façon. On pourrait donc les nommer « anthropologues d'honneur », et nous nommer inversement « sociologues d'honneurs ».

L'école de Chicago et une partie de la sociologie interactionniste procèdent à peu près de la même façon que nous du point de vue méthodologique.

### ***Les modes de production de données dans l'enquête de terrain***

Je rappellerai, tout d'abord, les principaux modes de production de données qui interviennent dans l'enquête de terrain, sachant qu'il s'agit toujours d'une combinaison et qu'il serait absurde de réduire le travail de terrain à l'un ou à l'autre de ces modes de production de données. La combinaison optimale est d'ailleurs celle qui ajouterait aussi la sociologie de questionnaires et la production de données quantitatives statistiquement représentatives. Mais un tel dispositif est très lourd, et les moyens matériels ou en investissement intellectuel sont tels qu'il est très difficile de pratiquer toutes ces méthodes à la fois. Ce qui serait certainement la configuration idéale est donc relativement rare, parce qu'on fait avec ce qu'on peut et avec ce qu'on a ! Si on ne peut recourir à de l'enquête quantitative « sérieuse », on essaiera de mener de l'enquête qualitative qui le soit aussi (mais à sa façon), de faire rimer en quelque sorte enquête qualitative et rigueur, par opposition à un certain nombre de points de vue qui peuvent être impressionnistes ou mystiques sur l'enquête de terrain.

On peut ainsi parler de la combinaison de quatre modes de production de données : observation participante, entretiens, procédés de recension et sources écrites. Je les rappellerai brièvement.

### ***L'observation participante***

C'est souvent ce qui est donné comme le cœur même du terrain ethnographique. Il s'agit par-là de dire que le chercheur est engagé dans une interaction prolongée, de longue durée, avec les acteurs sociaux dont il se fait l'étudiant. C'est aussi simple que cela. Cette interaction de longue durée contraste avec des modes « miniers » d'extraction des données : ceux-ci ne sont ni meilleurs ni pires, mais simplement autres, et produisent d'autres types d'informations. Toutefois, ils impliquent un prélèvement d'informations relativement rapide, souvent décontextualisé, ce qui est compensé par la représentativité, et par l'extensivité. En revanche, le travail de terrain est un plus grand investissement en

temps. Il souffre de problèmes relatifs à la représentativité des énoncés, mais permet de saisir un certain nombre de processus sociaux dans leur contexte naturel, dans un contexte « non artificiel ». Cet aspect du « terrain » a souvent été présenté comme une sorte de parcours initiatique. Or cette vision mystique du terrain me semble parfaitement ridicule et je partage avec Fabiani la méfiance envers toutes les formes d'héroïsation de l'ethnologue, de l'anthropologue ou du sociologue.

L'interaction prolongée avec les acteurs *in situ* (dans leurs sites naturels, dans leurs conditions naturelles de vie) produit deux types d'effets. L'un est le plus visible, le plus formel : c'est ce fameux carnet de l'ethnologue ou du sociologue de terrain, qui retrace ses observations, ses écoutes, ses bavardages, ses discussions, sa vie au long cours, dans un flux social quelconque. La littérature est longue sur les carnets d'anthropologues, et sur la façon dont ils produisent ce type d'informations. Il est vrai que ces informations existent ensuite comme un corpus. Ce corpus n'est pas du même type que celui des archives ou celui que l'on peut rentrer dans les ordinateurs pour la saisie. Ce n'en est pas moins un corpus puisque c'est à partir de là que l'anthropologue, une fois rentré, va travailler. D'où l'importance de ce qu'on écrit sur son carnet, et cette obsession des notations qui est souvent la nôtre !

Un second effet, moins souligné, mais qui me semble aussi important, est l'imprégnation : c'est à dire tout une série de processus informels par lesquels un chercheur s'accoutume à comprendre l'ensemble des codes sociaux et les logiques sociales de comportement, à leur niveau le plus impalpable, le plus quotidien. C'est de l'ordre de la boîte noire. Je suis bien en peine de vous dire ce qui fait la différence entre un chercheur qui connaît bien son sujet (qui vit avec son sujet, lequel lui est familier) et un chercheur de bureau, de cabinet (qui a payé pour avoir ses données produites par d'autres). Et pourtant il y a bien une différence. Il y a quelque part dans notre machinerie intellectuelle des formes d'imprégnation qui nous permettent d'apprendre les codes sociaux, de les connaître en quelque sorte « de l'intérieur ». Nombre d'anthropologues ont évoqué cette capacité à pouvoir se conduire « comme un autochtone ». On peut le dire autrement : c'est du même ordre que le problème de l'apprentissage d'une langue, que vous pouvez finir par parler sans savoir vraiment comment. Il existe toute une imprégnation dans l'apprentissage d'une langue. Or, il est clair que connaître une langue donne un avantage très important. On comprend mal d'ailleurs qu'un chercheur puisse aller quelque part sans parler la langue. Ce qui est évident, en général, dans les milieux des chercheurs arabisants l'est hélas beaucoup moins dans d'autres contextes culturels.

Dans l'observation participante, on peut se demander quelle est la part de la participation et qu'est-ce que l'on entend par la « participation » du chercheur ? J'aurais sur cette question, comme sur certaines autres, un point de vue un peu médian, c'est à dire « entre deux », la recherche d'une juste mesure entre deux extrêmes et deux dangers. Autrement dit, je pense que nous devons nous méfier tant des « ayatollahs » de l'implication, que des champions du tourisme érudit, et, de façon plus générale, de tous ceux qui voudraient nous dire qu'il n'y a qu'une seule forme de participation (la leur) qui serait la bonne façon de faire de l'anthropologie de terrain. On navigue en fait entre deux extrêmes.

Un extrême est évidemment celui de l'implication maximum du chercheur, qui se « déguise » (je ne le dis pas de façon malveillante), qui se met littéralement « dans la peau » (joue le rôle) d'un acteur concerné. Il peut par exemple s'embaucher dans une entreprise (c'est aussi une façon de se déguiser), et, à ce moment là, n'apparaît plus comme chercheur, mais comme ouvrier, brancardier, docteur... Une autre forme limite peut être la conversion. On connaît le cas de chercheurs convertis à la religion qu'ils veulent étudier, et certains jouent à croire ou à faire croire qu'ils croient : c'est une autre modalité que le déguisement. Il existe donc un certain nombre de stratégies autour de cette implication qui se voudrait maximum, qui aboutissent à ce que le chercheur pratique une sorte d'endo-ethnologie. Je me méfie de ce terme, prenons le par commodité, parce que personne n'est jamais endo-ethnologue. Même issu du milieu culturel et social qu'il étudie, le chercheur, justement parce qu'il a suivi un parcours de sortie de ce milieu (à travers son itinéraire universitaire, à travers la problématique qu'il met en œuvre), n'est évidemment plus quelqu'un de ce milieu « comme les autres ». Il est pour une part en situation d'extériorité même quand il est au départ « natif ». Un natif bien sûr est souvent dans un rapport de plus grande proximité que le converti tardif. Un natif a certains avantages comparatifs. Ceci étant, je ne crois pas que ces avantages soient décisifs : cela est parfois un « plus », mais rares sont les cas où c'est une nécessité. On peut parfaitement faire l'anthropologie de la parenté sans se marier sur place, faire l'anthropologie du pouvoir sans être élu municipal, ou faire l'anthropologie des pratiques agricoles sans soi-même cultiver un champ dans le village.

À l'autre extrême, il y a ce qui est parfois une certaine forme de sociologie de l'entretien. Cela consiste à se limiter à la procédure de l'entretien : « je vais, je fais quelques entretiens, et je repars ». Fabiani citait *La misère du monde* comme exemple<sup>5</sup>. Ce

---

<sup>5</sup> P. Bourdieu, (éd.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.44 Howard S. Becker, *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, trad. de l'américain, Métailié, 1985.

n'est pas le seul. Il y en a d'autres, par exemple à une certaine époque une certaine ethnologie coloniale. L'ethnologie française a été dominée, un temps, par la personnalité assez ambivalente de Marcel Griaule qui avait une méthode du type : « je m'assieds, je convoque et je congédie »<sup>6</sup>. Ce sont évidemment des formes d'extériorité maximum.

Le choix de l'un ou l'autre extrême peut être aussi le produit de contraintes liées à l'enquête elle-même. Quand Fabiani parle d'enquêtes sur la prison, il est certain que l'on n'a guère le choix qu'entre une implication très (trop) forte (être prisonnier — ou gardien — soi-même, ce qui est un investissement pour le moins lourd) ou de simples discussions avec les détenus. Les formes ordinaires et intermédiaires de l'observation participante semblent en effet relativement difficiles à pratiquer. On peut donc comprendre assez facilement qu'on se limite à de la sociologie d'entretiens.

À l'inverse, c'est au choix de l'implication maximale que nous invite Jeanne Favret - Saada lors de sa fameuse enquête sur la sorcellerie. Selon ses dires, on ne peut enquêter en ce domaine sans être soi-même complètement engagé dans les luttes sorcellaires : telle est la légitimation qu'elle propose de sa démarche<sup>7</sup>.

En fait, selon mon expérience, et celle de beaucoup de mes collègues, on n'a pas besoin de s'enfermer dans l'un ou l'autre de ces extrêmes. On est le plus souvent dans un « entre deux », occupant une position d' « étranger sympathisant ». Il y a, selon les cas, diverses postures ou positions que l'on peut occuper dans la société locale, sans être ni extérieur (comme peuvent l'être le chercheur de passage, l'expert, ou l'enquêteur salarié d'un institut de sondage, *etc.*) ni radicalement impliqué (comme le voudrait Favret - Saada). Se situer dans l'entre deux ne pose pas tellement de problèmes, ni à nous ni aux gens. Ce n'est pas si compliqué que ça.

Reste la question de l'explicitation du rôle que l'on joue pendant l'enquête<sup>8</sup>. Que doit dire l'anthropologue qu'il soit nécessaire à son lecteur de savoir, quant à la forme de « participation » qui fut la sienne ? En général, je dirai qu'il est indispensable d'avoir un minimum d'informations sur les conditions de production des données de terrain, sur la maîtrise de la langue, sur la durée du séjour. Mais il n'est cependant pas nécessaire d'en savoir plus et, parfois, il se trouve qu'on nous en donne trop. Trop de méthodologie tue

<sup>6</sup> Cf. W. van Beek, « Dogon Restudied, a Field Evaluation of the Work of Marcel Griaule », *Current Anthropology*, 32 (2), p. 139-158, 1991.

<sup>7</sup> Ceci a été contesté par d'autres sociologues et anthropologues des pratiques de sorcellerie en Europe.

<sup>8</sup> On a parlé aussi de réflexivité, d'objectivation de la position du chercheur...

la méthodologie. Beaucoup d'arguments ont été donnés sur la nécessité de l'explicitation ou de la réflexivité, qui sont moins convaincants qu'il n'y paraît. Parmi ces arguments, on trouve la nécessité de mesurer l'écart créé par la présence de l'observateur. Le thème de la mesure de l'écart est souvent invoqué. Michel Leiris lui-même emploie l'expression<sup>9</sup>. Or, on s'aperçoit très vite que c'est à peu près impossible, car personne ne sait très exactement évaluer ni cet écart, ni les effets qu'il produit. En fait, dans des situations routinières, l'influence de la présence d'un observateur est beaucoup moins grande qu'on ne le croirait : elle a été souvent exagérée. Le sociologue H. Becker<sup>10</sup> avait remarqué que les procédures d'auto-surveillance mise en place du fait de l'arrivée d'un observateur duraient peu. L'observateur ne dérangeait que très provisoirement les gens : ils reprenaient vite leurs pratiques habituelles, comme si l'observateur n'était pas là.

De même, la nécessité d'objectiver les relations de domination qui pourraient s'exercer entre un chercheur et ses enquêtés a été surestimée. Autrement dit, la marge de manœuvre qu'ont les enquêtés vis à vis d'un chercheur est beaucoup plus grande qu'on ne l'a dit. Leurs capacités de contre - manipulation du chercheur valent bien les capacités de manipulation du chercheur. De plus, une grande partie des processus qui se passent sur le terrain et qui sont finalement les plus importants ne sont pas les plus visibles. Je parlais de l'imprégnation : c'est là que se joue beaucoup de choses, dans les mécanismes routiniers de connaissance et d'interprétation que met en œuvre inconsciemment le chercheur. Mais qu'est-ce que vous pouvez dire à vos lecteurs là-dessus ? Vous risquez de ne leur parler que de ce qui peut être la face visible de l'iceberg, la moins importante (quelques rencontres illustres, ou pittoresques, par exemple). Et après ? Ce n'est pas là que les choses se jouent, ce n'est pas ainsi que se structurent vos représentations des processus sociaux que vous étudiez.

### ***Les entretiens***

J'aborderai plus rapidement ce deuxième mode de production des données parce qu'il est le plus connu. Les entretiens sont, en même temps que l'observation participante, le principal outil de travail de l'anthropologue. Nous passons une bonne partie de nos journées à faire des entretiens. Mais, parce qu'ils sont souvent doctement abordés dans les textes méthodologiques sous une forme technique - entretien directif, non directif, semi-directif - on peut perdre de vue que, dans une interaction prolongée, les entretiens

---

<sup>9</sup> M. Leiris, *C'est-à-dire*, Paris, Jean-Michel Place, 1992.

<sup>10</sup> Howard S. Becker, *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, trad. de l'américain, Métailié, 1985.



tendent à se rapprocher au maximum de la conversation. C'est probablement une bonne stratégie que de laisser l'entretien aussi près que possible des formes naturelles d'interlocution courantes dans la société locale.

J'ai toujours eu une certaine difficulté à parler de « guide » d'entretien. Je parlerais plutôt d'une sorte de « pense bête » : évidemment, on se prépare un canevas. Mais le bon enquêteur, à mon avis, est celui qui reste aussi près que possible d'une conversation, dans le sens où il en accepte les détours, les incohérences, les contradictions, les pauses, les aspects circulaires. Il ne s'agit pas, en tout cas, de vouloir assimiler les questions qu'on se pose aux questions que l'on pose : il y a d'une part les questions que l'on se pose, celles qui font partie du « pense bête » (elles font sens dans l'univers du chercheur) ; et, d'autre part, il y a les questions qu'on pose (elles doivent faire sens dans l'univers de l'interlocuteur), qui dépendent du contexte même de l'interlocution, qui sont transformées en fonction de chaque interlocuteur, et qui doivent laisser place pour l'imprévu, pour de nouvelles pistes, absentes du canevas de départ. Cette sorte d'attention particulière propre à l'entretien de terrain, qui ne rentre pas dans la catégorie « semi-directif », essaie de se rapprocher au maximum d'une conversation dans laquelle, évidemment, le chercheur a sa propre logique, et son interlocuteur la sienne.

On pourrait enfin distinguer dans ce type d'entretien deux registres, celui où l'on prend l'interlocuteur comme un « consultant » et celui où on le prend comme un « récitant ». En tant que consultant, on lui demande de parler de son groupe, de sa société, de sa culture, *etc.*, comme on le demanderait à un expert (ou à une « personne ressource », selon d'autres langages). Toutefois l'expert, en l'occurrence, n'est pas forcément un « spécialiste » (cf. un médecin ou un guérisseur dans le domaine de la santé), il peut représenter aussi une forme de sens commun (cf. un malade). Par exemple, vous traitez un malade comme un expert quand vous lui demandez de vous décrire ce qu'est, à son avis, une « maladie de foie ». Un médecin vous dira sans doute que c'est une catégorie nosographique inexistante en médecine. Mais elle fait sens pour un simple patient et donc pour vous qui enquêtez auprès de lui. Dans ce cas là, il sera « consultant » puisque vous lui demandez de définir la « maladie de foie » d'un point de vue profane. Par contre, si vous le prenez comme récitant, vous lui demandez alors de témoigner de sa dernière crise de foie, vous faites appel à une séquence biographique, c'est à dire ce qu'il a vécu. Il fait en ce cas état de situations où lui-même a été partie prenante. Notre travail d'entretien combine le fait de prendre les gens comme consultants et comme récitants. On remarquera, à ce propos, que le « récit de vie » est une forme longue de la récitan

pas forcément commode ou pertinente), alors que, bien souvent, on se sert dans notre travail plutôt de petites séquences biographiques, et non de récits de vie tout entiers : parfois l'arbre « récit de vie » cache la forêt « séquence biographique » comme forme privilégiée de la récitançe, qui n'implique pas qu'on déroule tout un parcours, de l'enfance jusqu'à l'époque présente.

### ***Les procédés de recension***

Même dans une enquête dite qualitative, on utilise toujours un certain nombre de procédés systématisés de recueil de données condensées : on va faire des cartes, des mini-recensements, des diagrammes, des arbres généalogiques, des relevés de parcelles *etc.*, soit toute une série de petits dispositifs qui, en général, servent à étayer un ensemble de travaux de recherche. On oublie volontiers d'évoquer ces procédures, alors que la plupart d'entre nous les pratiquent. Elles ne sont relativement pas standardisables, sauf peut-être dans certains domaines, parmi les plus classiques, comme l'étude de la parenté (dont les procédés de recension sont typiques, parce qu'ils ont été peu à peu normalisés). Sur le foncier, on arrive aussi à cette standardisation. Toutefois, dans nombre d'autres domaines, on est obligé de fabriquer les procédés, de se les bricoler : ça peut être par exemple le plan d'une assemblée générale, la durée de parole des intervenants, les liens sociaux ou familiaux qui les unissent, *etc.* C'est largement une question d'inventivité.

### ***Les sources écrites***

Ce dernier point est pour mémoire, mais ce n'est pas le moins important. Il est clair que l'enquête de terrain ne dispense pas de l'écrit, que ce soit les sources écrites dites classiques ou la littérature grise, *etc.* ; mais aussi les sources qu'on peut en quelque sorte dénicher ou « faire produire » (depuis les rédactions dans les classes primaires jusqu'aux lettres privées...) et transformer en corpus écrit. Ce point est tout aussi valable dans les sociétés dites orales, dans lesquelles travaille souvent l'anthropologue, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord parce que les sociétés orales sont aussi des sociétés où existe l'écriture, et depuis longtemps. Il serait donc absurde de ne pas en tenir compte et de continuer à s'obséder sur le caractère uniquement oral : l'oral se fait dans des environnements où il y a toujours un écrit. C'est particulièrement vrai dans le Sahel subsaharien, la région où je travaille, où il y a une forte propension des anthropologues à oublier la présence de l'arabe comme langue écrite (ou encore la circulation de petits opuscules en arabe sur les marchés). Moi le premier je plaide coupable, car je ne parle

pas l'arabe et je suis incapable d'utiliser cette littérature. Ceci étant, il y a là-bas des relais, des médiateurs, qu'on appelle des marabouts, ce qui veut dire en Afrique subsaharienne des clercs, des lettrés, qui, eux, sont capables de le faire, et qui diffusent sur cette base des représentations orales. Dans le domaine de la santé où je travaille, il est clair que j'aurais besoin d'un chercheur arabisant qui pourrait voir le poids d'un certain nombre de représentations qui nous sont présentées comme des représentations traditionnelles de la santé, alors qu'elles viennent, pour une part, de petits opuscules relayés par les marabouts, rédigés au Caire ou ailleurs. Les sources écrites ne sont pas du tout à négliger.

### ***La combinaison des méthodes***

Ceci étant, c'est toujours la combinaison de l'ensemble de ces sources qui fait le bon travail de terrain. On fait feu de tout bois, on utilise différentes armes. L'une des façons certainement les plus intéressantes de combiner les méthodes, c'est l'étude de cas. Elle permet de croiser autour d'un « problème » social (ou *issue*, comme on le dirait en anglais) ces différents modes de production de données. Il y a beaucoup d'étude de cas (un conflit foncier, un divorce, un rituel...), dans lesquels on combine l'observation participante, des entretiens auprès des différents acteurs, la production de données de recension, et les sources écrites. C'est typiquement l'une des façons privilégiées par lesquelles nous travaillons<sup>11</sup>. Il est clair que les anthropologues ne sont pas les seuls à utiliser des cas et à réfléchir sur le rôle de l'étude de cas : les sociologues, les historiens le font aussi, et c'est, il me semble, l'un des pivots des sciences sociales, dans leur version qualitative, que de penser par cas.

### ***Les biais***

Quelques réflexions maintenant sur les problèmes des biais. Jean-Louis Fabiani a épinglé certains des biais propres aux enquêtes quantitatives. Il est évident que l'enquête qualitative a aussi les siens, et que la gestion et la maîtrise de ces biais est un des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je pourrais en énumérer de nombreux, mais je me limiterai à quelques uns. L'enquête en sciences sociales a ceci de commun avec l'enquête policière que l'on essaie de recouper, que l'on ne se fonde pas sur un seul témoignage, ou sur le témoignage d'une seule famille. De ce point de vue, notre travail

---

<sup>11</sup> Un futur numéro de la revue *Enquête*, auquel je vous renvoie d'ores et déjà, portera sur ce que signifie « penser par cas ».

doit reposer sur des procédés de triangulation, afin de recueillir des points de vue diversifiés sur un même sujet, sur un même problème. On cherche à parcourir l'éventail des représentations, en leurs diversités. On ne cherche pas l'homogénéité des discours, contrairement à une certaine anthropologie classique ou « culturaliste ». Il est sûr que si on présuppose une telle homogénéité, on la trouvera. Or il est de meilleure politique sur le terrain de rechercher la diversité, quitte à trouver parfois le consensus.

Autre problème, que j'ai appelé ailleurs « l'enclichage » : l'anthropologue sur son terrain peut très vite devenir « prisonnier » d'une clique, c'est-à-dire d'une faction, d'un groupe parmi les autres. Toutes les sociétés, tous les groupes sociaux ont leurs conflits, leurs rivalités, leurs clans, plus ou moins en compétition, en antagonisme. Il est difficile d'y échapper. Et donc l'enclichage est à la fois presque automatique, presque naturel (c'est un gage d'intégration au moins relative), et en même temps c'est un piège : lorsque l'anthropologue se fait le porte voix, le porte-parole d'un sous-groupe dont il défend les positions ou les intérêts, et qu'il érige souvent en représentant naturel du groupe, ou de la société, il y a problème. En même temps, l'observation participante implique de prendre pied quelque part, ne serait-ce que la forme triviale d'avoir à se loger ici ou là. Les problèmes que les chercheurs de terrain ont avec le logement ne sont pas des problèmes si simples. Si vous travaillez dans les villages de l'Afrique subsaharienne, vous serez porté « naturellement » à être logé chez le chef ou chez un de ses dépendants, car c'est le chef qui de par sa fonction doit loger l'étranger. Mais alors vous êtes vite pris dans un réseau, le sien, d'autant plus facilement que la femme du chef est sympathique, que son neveu est si serviable... Finalement au bout d'un moment, vous êtes assimilé à l'entourage de votre logeur. Le problème c'est que, dans l'autre quartier du village, de l'autre côté de la rivière, ou derrière le bosquet, il y a des gens qui sont en conflit avec votre groupe d'accueil (ils pensent par exemple que la femme du chef est détestable, que son neveu est un voyou, *etc.*). Autre exemple : certains étudiants, arrivant dans un village, veulent se loger chez leurs pairs, d'anciens étudiants, des « cadres », des lettrés, des gens comme eux, et ils se retrouvent logés chez l'infirmier, voire à la brigade de gendarmerie (cas dont j'ai été témoin). Ce type d'enclichage est un cas limite, mais l'enclichage est l'un des problèmes auquel on est toujours confronté : ici aussi il n'y a pas de recette miracle, et on doit « faire avec ».

Autre biais, les sur-interprétations. Cette affaire est plus compliquée et plus abstraite, mais on peut la présenter de façon concrète. Un des objectifs de l'anthropologue est de recueillir ce que Geertz et d'autres ont appelé le « point de vue de l'indigène », ce

qu'on a aussi appelé le registre « émique »<sup>12</sup>, celui des représentations populaires, les conceptions et discours des acteurs. L'anthropologue se doit de saisir ces fameux « points de vue des acteurs », et de ne pas projeter ses propres fantasmes et ses propres présupposés en leur lieu et place. Mais ce n'est pas une démarche commode. Il n'est pas toujours très facile de saisir ce qu'est le « point de vue des acteurs », d'autant qu'il n'est pas unique. Il y a des représentations partagées, d'autres en partie partagées, d'autres non partagées. Le culturalisme, qui tend à homogénéiser, menace. D'autre part, recueillir le point de vue des acteurs implique un certain nombre de compétences, par exemple des compétences linguistiques. Nous connaissons, hélas, dans l'anthropologie française un certain nombre d'erreurs profondes dues à une mauvaise compétence linguistique du chercheur. C'est une différence avec l'anthropologie anglaise qui, pendant longtemps et je crois même encore parfois maintenant, demandait systématiquement aux doctorants de passer un an à apprendre la langue avant d'aller sur le terrain. La génération des anthropologues français précédant la mienne ne parlait quasiment pas les langues locales, hélas. Le problème est peut être différent dans le milieu des arabisants, mais pour les langues africaines c'est clair. Ils travaillaient tous par interprètes, et le nombre de malentendus, en fait de sur-interprétations, produits par cette mauvaise connaissance des langues est plus important qu'on ne le croit. Certes parfois on peut travailler bien avec un interprète, parfois même on est obligé de le faire, et il ne faut pas non plus tomber dans un intégrisme de la compétence linguiste. Mais l'incompétence linguistique reste certainement un problème, c'est une des formes par lesquelles peuvent se glisser différents biais sur-interprétatifs. Avec un peu de métier, en voyant la façon dont est décrite une société par certains, on se dit « la mariée est trop belle ». Je le sens, je ne peux pas le « prouver », je ne veux pas citer de noms, mais parfois je me dis que cette belle description, ou cette analyse virtuose, n'est pas vraiment crédible, parce que trop cohérente, trop bien agencée. Pour ma part, je suis tombé sans arrêt sur des groupes sociaux où les savoirs étaient en miettes, éclatés, plein de « trous » et de contradictions. Quand le portrait que brosse un anthropologue est trop bien léché, j'avoue craindre qu'il ait peint la réalité aux couleurs de ce qu'il souhaitait ; et j'ai alors un peu de mal à adhérer aux histoires qu'il me raconte ; j'y vois parfois la part d'une projection de systèmes théoriques ou de préconceptions idéologiques.

---

<sup>12</sup> Cf. C. Geertz, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986 ; J.-P. Olivier de Sardan, « Emique », *L'Homme*, 147 : 151-166, 1998.

Ceci étant, et j'aborde ici une autre forme de sur-interprétation, ces « belles histoires » ne sont pas simplement produites par les collègues, elles sont aussi produites par les gens avec qui nous travaillons. Ceux-ci aussi mettent en scène, pour les chercheurs, de belles histoires sur leur propre société. Je le vois par exemple très souvent dans le contexte des sociétés d'Afrique Noire où, systématiquement, un enquêteur, venant en général dans une voiture 4x4 avec des logos sur la portière, est assimilé à un agent de développement, à un représentant d'une agence de développement qui vient pour un problème de puits, d'agriculture, de santé. Aujourd'hui, les opérations et projets de développement font partie du paysage de n'importe quel village africain. Or, par rapport à tous ces intervenants multiples (fonctionnaires, experts, coopérants), il faut présenter une belle image du village, faire connaître qu'il œuvre modestement mais sûrement pour son auto-développement, et que les villageois unanimes sont prêts à prendre « eux-mêmes » en mains leur propre destin : il y a tout une rhétorique à laquelle il est frappant de voir que se font prendre nombre d'intervenants ou de chercheurs (car la recherche et l'expertise tendent à se confondre de plus en plus), tout simplement parce qu'on a plutôt envie de dire du bien des gens, qu'on a envie de croire à cette mise en scène (« voilà enfin un village où une approche participative sert de base au développement »). On pourrait bien sûr illustrer le régime de la « belle histoire » dans d'autres domaines que celui du développement, mais là il est particulièrement clair.

### ***La procédure ECRIS***

Je terminerai par une présentation rapide d'un type de procédure que nous avons mis au point et utilisé dans un certain nombre de contextes depuis quelques années, en particulier pour gérer ces risques de biais. Ce n'est certainement pas un modèle standard, et nous ne voudrions pas le diffuser comme une nouvelle recette, parce qu'il n'y a pas de recettes dans ce domaine (on est condamné au bricolage et il s'agit là d'une forme de bricolage méthodologique). Chaque chercheur doit innover méthodologiquement dans les domaines dans lesquels il travaille, en essayant de nouvelles combinaisons dans les façons de produire des données.

Je ferai une parenthèse. Il y a une certaine affinité sélective entre des dispositifs méthodologiques et des questions de recherche, entre des méthodologies et des problématiques. Affinité sélective ne veut pas dire déterminisme. Il serait faux de dire : « telle problématique implique nécessairement tel dispositif méthodologique ». Mais en même temps, certaines problématiques sont relativement incompatibles avec certains

dispositifs, et plus compatibles avec d'autres. Si j'adopte une problématique non culturaliste, j'aurais des difficultés à travailler avec un informateur privilégié conçu comme représentant du savoir ultime d'une société : il y aurait incompatibilité. Mais j'ai le choix entre plusieurs autres méthodes possibles.

Notre procédure entend répondre à certains des problèmes que j'ai évoqués. Elle se définit par trois mots-clés.

Premier mot-clé : « conflit ». Évidemment, toutes les sociétés sont traversées de conflits, c'est une banalité, et c'est une notion qui a depuis longtemps été utilisée dans le travail d'enquête. Mais la recherche de conflits est une entrée fructueuse. Ce n'est pas un but en soi : simplement, rentrer dans un problème, dans un domaine d'études, par l'analyse des conflits est une bonne tactique, justement en raison de ces mythes consensuels qui sont à la fois produits par une certaine littérature savante et par les acteurs eux-mêmes qui cherchent à donner cette « belle image ». On s'aperçoit que les sujets de l'enquête, à mesure que le chercheur commence à connaître les conflits, et que ses interlocuteurs s'en rendent compte, ne défendent plus une mise en scène consensuelle, mais développent le point de vue particulier de leur propre groupe ou faction vis à vis de ces conflits. Ils pensent, avec raison, qu'on est aussi en train de prendre le point de vue de la faction concurrente.

Le deuxième mot-clé est la métaphore de « l'arène ». C'est une métaphore comme une autre. On peut ainsi employer « scène » qui était la métaphore favorite de Goffman, et qui renvoyait au spectacle<sup>13</sup>. « Arène » peut aussi avoir une connotation belliciste, ou tauromachique, qui n'est pas la nôtre du tout. Il s'agit simplement de dire qu'autour d'enjeux, de problèmes, d'*issues*, les acteurs sociaux se divisent en une pluralité d'attitudes, de comportements, de représentations, de normes, qui se confrontent. Cette pluralité n'est pas infinie et elle n'est pas complètement aléatoire. Il ne s'agit pas de regroupements conscients, organisés, au sens structuré de groupes en corps, ou de groupes de pression; mais des positions communes autour d'un problème, entre un certain nombre d'acteurs, et d'autres positions communes entre d'autres acteurs, qui rentrent en contact plus ou moins direct dans un même espace social, l'arène. On a finalement un nombre limité de positions, qui ne sont pas forcément stables, qui peuvent changer selon les problèmes, mais qui, dans un domaine donné, dans une arène donnée, constituée par un espace d'enjeux et d'interactions, se confrontent, s'affrontent, négocient, coexistent...

---

<sup>13</sup> Ervin Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 vol., Paris : Minuit, 1973.

J'en arrive au troisième mot-clé, « groupes stratégiques ». Un groupe stratégique n'est rien d'autre qu'un ensemble d'individus dont on suppose qu'ils partagent une position commune vis à vis d'un problème donné. C'est une approche très pragmatique, par rapport à des concepts classique comme « classe sociale » (qui implique un groupe structuré produit par des mécanismes sociaux lourds et doté d'une permanence dans le temps, quels que soient les problèmes auxquels il est confronté). Certes, parfois le groupe stratégique peut prendre les contours d'une classe sociale. S'il s'agit par exemple d'affrontements autour d'un enjeu économique central dans la vie de la société locale, la classe sociale peut être le mode de regroupement des acteurs. Mais bien souvent le regroupement de facto d'acteurs sur des positions communes se fait sur d'autres bases. Nous ne nous donnons pas des groupes stratégiques pré-construits, nous essayons simplement de les dégager empiriquement par rapport aux problèmes soulevés. Autour d'un enjeu donné se constituent différents « camps », qui ne sont pas forcément conscients. Les « joueurs » de chaque camp jouent avec des stratégies relativement proches. Mais la métaphore du jeu a ses limites. Les acteurs jouent en effet avec des règles de jeu parfois différentes et des ressources toujours différentes.

Parler de plusieurs « règles du jeu » c'est mettre l'accent sur la pluralité des normes. Contrairement à l'unicité des normes qui a parfois été un postulat en sciences sociales, la pluralité des normes veut dire que les gens n'agissent pas simplement chacun à sa façon à l'intérieur de règles communes, mais que la définition même des règles du jeu est un enjeu : chacun a les siennes, et ceci est particulièrement évident dans l'Afrique post-coloniale. On y voit à quel point les normes sont peu stabilisées, poreuses, malléables. Les gens circulent sans arrêt entre plusieurs registres normatifs, et on puise dans chacun en fonction des intérêts ou plutôt en fonction des contextes.

À partir de ces mots-clés, nous avons défini une procédure comparative multi-sites qui mélange enquête collective et enquêtes individuelles, désignée sous l'acronyme de « ECRIS », et qui comporte une phase collective importante (pouvant durer entre une semaine et un mois suivant les cas) où on parcourt un certain nombre de sites avec une équipe de chercheurs. Sur chaque site, on se divise en équipe de deux personnes. Chaque équipe travaille pendant deux jours auprès d'un groupe stratégique, et d'un seul, en essayant de repérer le maximum de conflits. Mettons que l'on ait trois sites, à savoir trois villages différents, sur lesquels on veut faire une étude des formes de pouvoir local. Nous allons faire la phase collective avec un ensemble de six chercheurs, trois chercheurs expérimentés et trois jeunes chercheurs qui vont ensuite chacun faire une enquête



individuelle plus longue dans chacun de ces villages. Nous allons bien sûr avant de partir émettre quelques hypothèses, proposer quelques pistes, ne serait-ce que pour définir (après une pré-enquête) les « groupes stratégiques » locaux pertinents. Puis, dans chaque village, on se divisera en trois groupes de deux. Chaque groupe enquêtera auprès d'une catégorie d'acteurs, et une seule, pendant deux jours, en essayant d'aller le plus loin possible dans les points de vue de cette catégorie d'acteurs, tant à propos des autres catégories d'acteurs que sur les différents conflits qu'il peut y avoir dans le village. Un groupe s'occupera, par exemple des notables, un autre groupe des jeunes de l'opposition, et un troisième, des religieux... Bien sûr, chaque soir on confronte les données produites, on met en commun, on propose des interprétations des hypothèses. On fait la même chose sur les trois sites, avec pour objectif de produire ensuite un certain nombre d'indicateurs communs que vont approfondir les trois chercheurs travaillant individuellement sur les trois villages en question. Ceux-ci, selon les problèmes ou les contraintes de l'enquête, resteront un, trois ou six mois dans chaque village. Les indicateurs qualitatifs communs consisteront, par exemple, en des descriptions d'assemblée générales des coopératives, en des fiches sur les diverses associations locales, en des biographies des principaux notables (imam, chef traditionnel, guérisseur...), personnages que l'on pourrait appeler des acteurs locaux éminents, parce que l'on pense que leurs trajectoires sont un élément explicatif de la structure du pouvoir local, en un repérage de tous les espaces publics où se tiennent des débats, *etc.*

En conclusion, j'insisterai sur trois atouts de cette procédure d'enquête. Le premier, vous l'avez compris, est d'aller au-delà de la mise en scène consensuelle d'un village. Les effets sont assez rapides et assez efficaces. On se trouve, au bout de quatre jours sur un site, avec tout une série de conflits qu'on essaie de comprendre : on fait le tri dans cette série. Certains ne sont pas très intéressants (entre monsieur et madame, par exemple, parce que sans doute ils ne sont pas représentatifs des rapports entre les genres dans la région). D'autres le sont, et peuvent alors déboucher sur une étude de cas. Tout dépend. On tente aussi d'aller au-delà des conflits, d'étudier les procédures de négociation entre les groupes ou les formes d'émergence d'un consensus quand il y en a.

Le second atout, c'est de permettre un comparatisme qualitatif, un comparatisme de proximité : c'est une façon de sortir de la monographie (l'exercice, longtemps pratiqué par l'anthropologie, a été utile mais a atteint ses limites) sans tomber dans les

seules comparaisons statistiques, ou sans verser dans l'essayisme sans filet. Je crois que l'anthropologie a eu tort de passer trop souvent de la monographie obsessionnelle au comparatisme planétaire, tentation permanente de notre discipline. Je défendrais plutôt le comparatisme de voisinage, de vicinalité, qui permet de voir, dans des situations comparables, ce qu'il y a de commun et de différent. Si on prend un village au Pérou, un au Sénégal et un en Inde du sud, la comparaison n'est pas très productive. Prendre trois villages au Sénégal m'intéresse déjà plus. Pour un tel comparatisme, il faut essayer de trouver des questions et des méthodes de recherche relativement analogues. Il y a tellement de variables dans nos terrains qu'il faut se donner un minimum de questionnements communs, aussi bien théoriques que pratiques.

J'insisterai, en dernier point, sur l'intérêt de la phase collective. Il faut toujours mélanger phase collective et phase individuelle. Mais, surtout en anthropologie, qui est un haut lieu de l'individualisme du chercheur, l'intérêt de l'enquête collective, c'est de permettre une confrontation des interprétations émergentes, un travail sur les « contre-exemples » avant le durcissement des hypothèses. Il ne s'agit pas ici de développer des valeurs de coopération contre des valeurs individualistes. Je ne parle pas en termes d'idéologie ou de morale, mais simplement en termes de profits méthodo-logiques. Sur le terrain, on est sans arrêt dans un système d'itération entre problématiques et données, interprétations et réalités empiriques. On ne peut pas découper l'enquête en étapes trop distinctes où il y aurait d'abord un processus de production uniquement de données, puis, après, des processus d'analyses et d'interprétations qui seraient disjoints dans le temps<sup>14</sup>. L'enquête de terrain est très typique de l'impossibilité d'une telle coupure. Sur le terrain, on est sans arrêt en train de produire des données, on est dans l'empirie complète, mais aussi dans l'interprétation permanente. On est sans arrêt en train d'interpréter les petits bouts de données qu'on a, pour reconstruire des pistes, pour refaire d'autres hypothèses. Quand je dis « hypothèse », il ne s'agit pas d'hypothèses dures au sens explicatif, ça peut être simplement des pistes de recherches. On est donc sans arrêt, sur le terrain, en train de faire du processus interprétatif. Et ce va-et-vient entre données et processus interprétatifs est indispensable. Mais, quand le chercheur est solitaire, ça touche parfois à la schizophrénie, parce qu'il est difficile de faire les deux à la fois (comme de faire du vélo et de se regarder passer en même temps). Il est aussi difficile d'exprimer, de verbaliser clairement ses interprétations lorsqu'on est seul sur le terrain.

---

<sup>14</sup> Jean-Claude Passeron l'a bien montré : cf. J.-C. Passeron, « L'espace mental de l'enquête. La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales », *Enquête*, 1: 13-42, 1995.

Or, la verbalisation est nécessaire, pour que nos interprétations « de terrain » ne restent pas dans le domaine du flou complet, du latent, de l'implicite. Il ne s'agit plus de l'imprégnation dont je vous parlais, et qui va de soi, mais d'autre chose : sans verbaliser les interprétations, comment pourrait-on les infirmer, les démentir, en émettre d'autres ? La verbalisation solitaire est donc indispensable, mais fort difficile. Certes, l'anthropologue a son carnet, où il note ses hypothèses, mais c'est un exercice incommode que de dialoguer avec soi-même. D'après notre expérience, le dialogue collectif (sous certaines conditions de compatibilité à la fois intellectuelle et personnelle) est beaucoup plus efficace, exigeant, productif, parce qu'on se sert mutuellement de garde-fous. Dans notre procédure ECRIS, la règle du jeu c'est de ne jamais accepter sans objection les interprétations de chacun. C'est aussi une façon de faire ce qu'on a appelé *grounded theory*<sup>15</sup>, c'est à dire des interprétations théoriques issues du terrain, en interaction permanente avec la production des données.

Je pense donc que l'existence d'une phase collective est un « plus » considérable, à condition de la combiner toujours avec des phases individuelles. Le terrain individuel au long cours a heureusement de nombreux avantages qu'un « débarquement » collectif n'a pas, et reste indispensable. Il sera d'autant plus fructueux qu'il aura été précédé d'une phase collective, et qu'il se mènera en parallèle sur des sites sélectionnés dans une perspective comparative.

---

<sup>15</sup> Cf. Glaser & A. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Eldin, 1973 (la traduction française du chapitre 2 figure dans le n°1 d'*Enquête*).



# Discussion

---

Présidence de séance : **Vincent GEISSER**

*Docteur en sciences politiques, chercheur à l'IRMC.*

**Vincent GEISSER** - Je suis pessimiste sur la socialisation scientifique, un mot qui me paraît assez prétentieux. On est malheureusement, le plus souvent, dans la fratrie du silence. En tant que chercheur, néanmoins, on est confronté à ce type de démarche collective, moins pour l'amour du travail collectif, que pour l'amour de la recherche et de ses résultats. Mais on est assez peu préparé, dans notre formation, à ce type de travail. Je vous remercie d'avoir donné quelques pistes qui nous amèneront peut-être à réfléchir. Un certain nombre de jeunes chercheurs anthropologues sont invités à réagir à l'exposé de Jean-Pierre Olivier de Sardan. On laissera ensuite la place à une discussion collective, générale, pourvue d'exemples et de contre-exemples.

**Farid ABACHI** – En tant que doctorant, je travaille depuis deux ans sur les transformations de « l'habité » à l'époque contemporaine, sur les transformations de l'intimité des gens, dans le Sud tunisien. À l'origine, je pensais travailler sur l'habitat. Je suis parti d'un présupposé : que les différences que l'on peut constater dans l'habitat seraient induites par les adaptations architecturales, mais aussi par la transformation de valeurs sociales. Étudier l'intimité des gens, leur personnalité et leur perception de la société conduit à réfléchir sur la production du cadre bâti contemporain.

Plus je pratique les enquêtes sur mon terrain, la ville de Tozeur, et plus je me rends compte de la difficulté de pouvoir questionner les gens sur leur cadre de vie sans évoquer des conflits engagés avec les autorités pour la construction de logements, au sujet du respect ou du non-respect des règlements du bâti. Le cadre correspondant à l'habitat est en effet pré-installé ; mais il ne tient pas, face aux critiques qui opposent les différents quartiers de la ville, et que les habitants se font entre eux. En même temps, le schéma global d'occupation ne tient pas, face à l'occupation quotidienne : le cadre bâti est marqué par des pratiques que j'ai pu vérifier en restant dans un certain nombre de familles suffisamment de temps, dans la journée, dans la semaine et dans l'année.

Vous avez parlé de la forme d'enquête collective. Ce genre d'enquête, caractérisée par la rapidité et par des relations superficielles entre enquêteur et enquêté, prend en compte une somme de travaux déjà réalisés ; mais elle ne montre pas les changements, les dynamiques en cours porteuses de transformations. Des enquêteurs ayant différentes sensibilités, et différents points de contact, peuvent-ils rendre compte d'une transformation induite au niveau familial ?

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** - La réponse est clairement non. C'est totalement inadapté pour votre objet. J'ai bien dit que je ne voulais pas du tout donner une sorte de clé qui ouvrirait toutes les portes, et votre porte, celle des micro-changements de l'intimité, ne sera pas ouverte avec cette clé là.

**Farid ABACHI** - L'an dernier, l'UNESCO a lancé un appel d'offres, et les paramètres de l'enquête n'étaient pas ceux que vous avez précisés tout à l'heure. En revanche, les formes de l'enquête correspondaient au canevas proposé : c'est-à-dire qu'un certain nombre d'enquêteurs sont venus, ont enquêté, sans rechercher de conflits parce que ceux-ci sont généralement masqués ou occultés. Les procédures d'enquête en reprenaient légèrement les termes, mais le rapport final n'a pas encore paru ; et je doute fort que ce genre d'enquête dont on connaît l'enjeu, puisse répondre de manière fiable à ces transformations. Tout le monde en est conscient, je crois, dans cette salle, et, pourtant, on recommence. En outre, enquêter dans une ville comme Tozeur, divisée en deux « côtés », est particulier. Considérer l'ensemble ne constitue pas un modèle fiable pour étudier une dynamique.

**Mouldi LAHMAR** - Je remercie M. Olivier de Sardan pour son exposé si riche en informations sur les techniques et les pratiques de l'anthropologie. Ce que vous dites des problèmes de l'enquête, de la politique de terrain, est vrai. Ceux qui ont fait du terrain ont rencontré ces questions. Je me suis rendu, quant à moi, au Kef pour une enquête commanditée par une société faisant des installations pour les photovoltaïques. Dans le plan de l'enquête, l'équipe devait contacter quelques soixante *cheikhs*, chefs de la plus petite division administrative qu'on appelle maintenant *omda*. À l'un d'eux, je demandais ce qui avait changé dans le métier de *cheikh*, ou quel était le plus grand changement qu'il avait pu observer. Il me répondit qu'il ne monopolisait plus l'information, qu'il n'était plus une source d'information, alors que j'étais venu lui parler dans l'idée qu'il

connaissait la région. J'ai alors remarqué combien l'hypothèse qui sous-tendait tout le plan d'enquête paraissait incertaine, et qu'il fallait vraiment faire très attention. Avant de commencer l'enquête proprement dite, j'ai eu l'occasion de rencontrer, dans un village, un instituteur originaire du groupe sur lequel je devais travailler. En bavardant avec lui, j'ai évoqué le nom d'une famille par laquelle je comptais commencer l'investigation. Or, il me dit : « si tu commences par cette famille, tu ne comprendras plus rien ». L'enquête avait donc commencé avec lui, dans le village, et non dans le groupe.

J'aurais une autre remarque à faire sur la notion de terrain, qui, pour moi, reste très confuse. Vous avez parlé d'une politique du terrain. L'idée que « le terrain » est une donnée préexistante, par rapport à ce que l'on cherche et une donnée postérieure (qui reste après nous) me paraît constituer un problème dans la mesure où cette conception est positiviste. Si, par ailleurs, le terrain est bien une construction du chercheur, il n'est plus possible de revenir au même terrain, d'y retravailler, parce que d'autres problèmes se posent à lui. Ceci pose un problème de validité des recherches. Dans le cas que je viens d'évoquer, on était une centaine sur ce terrain. Chacun aurait donc eu en tête une conception, une construction du terrain différente. Un quartier, tout en étant un seul terrain, aurait constitué une centaine de terrains. Comment, enfin, peut-on délimiter un terrain dans le temps et dans l'espace ? Par exemple, on dit que *La division du travail* de Durkheim est un texte sociologique : mais quel était son terrain ? Quel était celui du travail de Weber sur « l'esprit du capitalisme » ? Vous parliez tout à l'heure, des livres et des idées qui circulent. En formulant des hypothèses, je constate que celles-ci ne sont pas issues de mes propres observations de terrain. On part généralement d'une hypothèse, on va la tester dans un terrain que, parfois, l'on n'a jamais vu auparavant. Est-ce que les représentations sociales sont reproduites sur le terrain ? Pour moi, c'est une énigme.

Enfin, j'ai l'impression que vous réduisez l'enquête de type sociologique au questionnaire. L'enquête par questionnaire n'exclut pas l'observation. Ce que vous appelez la pré-enquête, la visite, les formes de familiarisation avec le terrain existent également. Je dirais même que la familiarisation avec le terrain préside à la construction du questionnaire, entre dans sa fabrication, puis dans le dépouillement, et dans le découpage des informations. On n'est donc jamais tributaire du seul questionnaire : c'est un filet qu'on jette pour recueillir des informations, mais ces informations ne sont pas traitées (pas seulement) par le cadre initial. Il existe un savoir né du contact avec le terrain, de l'observation, du travail de l'anthropologue.

Ceci nous amène au problème du choix des études qualitatives et des études quantitatives. Tout le monde pense que Durkheim a beaucoup utilisé les statistiques dans *Le suicide*. Peu importe si elles sont valables ou pas. L'hypothèse explicative de Durkheim ne vient pas des statistiques, et il est très difficile de la vérifier avec les statistiques. Le contrat social, c'est un peu compliqué ! Alors Durkheim présente des tableaux, après l'hypothèse explicative. Il fait des efforts pour montrer que c'est un fait social. Mais, pour l'explication, j'ai l'impression que son hypothèse n'est pas produite par un travail sur le terrain. Weber a utilisé quelques statistiques pour fabriquer la problématique, mais après il utilise la pratique de la compréhension.

Vous avez montré combien les techniques de collecte d'informations sont problématiques et incertaines. Dans quelle mesure les techniques d'enquête ne favorisent-elles pas, finalement, les points de vue des autochtones ? Vous dites que l'anthropologie doit dégager les points de vue des autochtones. Mais comment résoudre le problème quand les techniques utilisées entrent dans la fabrication de points de vue autochtones ?

On ne travaille que sur des morceaux de réels et des fragments et il restera toujours des fragments que l'on ne connaît pas, des morceaux qui seront vus par un autre chercheur parce qu'il construira le terrain autrement. J'en reviens à la relativité de la recherche, à son côté partiel, hypothétique.

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** - Vous avez une vision assez proche de ce que devrait être l'enfer. Je suis d'accord avec vous qu'il est totalement réducteur de ne faire de la sociologie que par questionnaire ; et que le bon sociologue, même par questionnaire, est un sociologue qui a une familiarité avec le terrain, *etc.* Simplement, chaque discipline a ses risques, ses déviations dominantes. Il se trouve que j'ai vu des sociologues qui déléguaient quasiment tout le travail de questionnaires à d'autres, et qui ne connaissaient pas le terrain. Je ne vais pas citer de nom pour ne pas entrer dans des polémiques, mais ce n'est pas complètement absent de la profession. On sait qu'il y a aussi des anthropologues qui tombent allègrement dans tous les biais que j'ai cités.

Deuxièmement, je ne sais pas si le terrain existe ou n'existe pas en dehors du chercheur. Je sais en revanche que la réalité existe en dehors du chercheur. C'est une chose dont je suis fermement convaincu, sinon je changerais de métier. La réalité existe en dehors du chercheur, avant lui, pendant lui et après lui. Ce qui par contre est construit, c'est ce que dit le chercheur de la réalité sur laquelle il a enquêté. Et même ses propres



données sur la réalité sont construites, c'est-à-dire que les données que nous produisons ne sont pas des reflets de la réalité. Elles sont produites par nos interactions avec la réalité. C'est pour ça que les sciences sociales sont confrontées à un certain nombre de problèmes sur la variété des points de vue, par des chercheurs différents, sur une même réalité. Il est vrai aussi que l'on travaille toujours avec des bouts de réalité, que chacun y prélève un peu ce qui l'arrange. Toutefois, cette vision constructionniste des sciences sociales est un progrès, dans les sciences sociales, par rapport à ce qu'on a appelé le positivisme ou l'empirisme naïf. Maintenant, il ne faut pas oublier que la réalité existe avec ses pesanteurs en dehors de nous, même si ce que nous construisons, nous le faisons théoriquement sous contrainte de cette réalité ou avec certaines visées par rapport à cette réalité. En particulier, je pense que nous sommes tenus à une exigence de recherche de véridicité.

De fait, nous sommes confrontés à une double recherche d'adéquation. Premièrement, que les données que nous produisons soient, autant que possible, le plus près possible de la dite réalité, sachant qu'elles ne le seront jamais, qu'elles sont toujours des fabrications, des constructions qu'on y incorpore : on essaye quand même de ne pas produire des fictions (sinon on change de métier), mais des données, produites par nos hypothèses, nos interprétations... Entre parenthèses, dans le recueil du point de vue des acteurs, on incorpore forcément de l'interprétation préconstruite à l'intérieur de nos questions de recherche... Mais, à mon avis, ce sont des interprétations dont la qualité, en termes de stratégie de recherche, doivent être la malléabilité, la souplesse, la capacité à se transformer, justement dans l'interaction avec ces bouts de réel auxquels nous sommes confrontés.

Une deuxième adéquation doit être recherchée entre les énoncés interprétatifs que nous produisons dans nos textes, et ces données. Dans les sciences sociales, on entend que nous produisons des énoncés qui soient attestés, ancrés dans des données. C'est pour ça qu'on a recours à l'exemplification, à travers des cas ou des tableaux : on est sans arrêt en train d'invoquer les données pour appuyer nos énoncés. Forcément, on prétend qu'il n'y a pas un décrochage complet entre les énoncés et les données : il s'agit aussi de recherche. Dans d'autres systèmes interprétatifs, probablement les qualités du deuxième niveau d'interprétation sont plus la virtuosité, la cohérence (je distingue, pour la forme, ces deux niveaux qui n'existent pas dans la pratique). Ce n'est pas parce que l'on construit nos hypothèses, nos données, nos faits, qu'en même temps on n'a pas une visée de véridicité. C'est une éthique scientifique c'est peut-être à ce niveau là qu'il faut la chercher ou

simplement une règle du jeu, une règle de déontologie. Ce qui est tout à fait légitime. Le jeu de la science n'est pas meilleur qu'un autre, mais il a des règles. Au centre de ces règles, il y a cette exigence de véridicité, même si elle est d'une certaine façon impossible.

Le constructionnisme est donc un progrès ; mais s'il débouche sur le relativisme épistémologique, ce que d'autres ont appelé l'anarchisme épistémologique (que tous les points de vue se valent, que tout n'est que points de vue), ce n'est qu'une phénoménologie de bazar qui laisserait entendre que plus personne ne peut prononcer de vérité. C'est absurde, ça me semble tout aussi dangereux (si ce n'est plus) que le positivisme.

L'avantage du positivisme est que l'on peut reconsidérer ses données, même si elles sont positivistes. Prenons l'exemple d'un certain nombre de travaux des années 1930, avant ce qu'on peut appeler la révolution constructionniste (l'interactionniste, c'est les années 1950). On arrive à reconsidérer ces travaux qui étaient tous dans une perspective évolutionniste et positiviste, à « en faire notre miel » malgré ça, parce qu'on est capable de les décoder et les recoder autrement. Lorsque je travaille sur les archives coloniales, je vois bien les points de vue des missionnaires (et Dieu sait s'ils ont des préjugés). Ceci étant, comme source d'information, c'est bien meilleur que celle d'un anthropologue post-moderne qui me dira ses expériences intimes sur le culte de possession en Afrique. Certains missionnaires disaient qu'après une transe, les gens mourraient, car ils n'avaient pas compris ce qu'était la possession. Ceci étant, ils ont été mille fois plus utiles (avec ce décodage que je fais) que tel anthropologue post moderne qui me dit comment il a vécu une expérience indicible... On ne peut pas tout mélanger. Finalement, la « revisitation » des terrains qui se fait de plus en plus (nous sommes toujours plusieurs sur des terrains voisins) me semble un progrès. Dans nos disciplines, justement parce qu'il n'y a pas de certitude, le seul moyen qu'on a pour améliorer la plausibilité c'est bien le débat, la pensée critique, mobilisée avec des exemples et des contre-exemples. C'est l'un des rares dispositifs, dans notre métier, qui rend optimiste. Les choses ne sont pas vraiment cumulatives ; mais il y a quelques ouvertures, des progrès de connaissance, grâce à ces formes de débat, de contre-visites. Il ne faut surtout pas tomber dans le relativisme.

Le problème de délimiter le terrain est autre : comment va-t-on faire se croiser les questions de recherche et un certain « espace-temps », quand nous produisons des données contextualisées ? Bien sûr, si l'on prend un espace temps qui est celui de l'humanité et de la planète, pour un travail comparatif, c'est autre chose : on serait alors une sorte de super Dumezil qui embrasserait tout. Mais à l'échelle d'un travail artisanal de chercheur, on est quand même obligé de partir d'un espace-temps relativement limité.

Le problème de la délimitation du terrain vient de la nécessité d'une conjonction entre la contextualisation et la question de recherche. On bricole, ici encore, à la conjonction des deux. Par exemple, comprendre les pouvoirs au village, c'est comprendre deux choses. Premièrement, les relations avec les fonctionnaires de l'État. En effet, contrairement à l'opposition État-société civile qui n'a pas de sens en sociologie, dans les villages, des « bouts » d'État interviennent sans arrêt. Il n'est pas pensable de comprendre la fonction du pouvoir dans les villages sans voir les articulations avec les fonctionnaires décentralisés, ou les cadres de l'État qui sont issus du village et qui vivent en ville. Deuxièmement, il est indispensable de comprendre la maîtrise des liens supralocaux qu'ont les gens au village : faire partie d'une congrégation, d'une secte, d'une église qui permet d'avoir des relations, des informations, à 500 kilomètres de là, fait partie du jeu politique local. Le chercheur se déplace donc dans l'espace à mesure de ses problématiques de recherche. Il ne s'enferme pas dans le village, ce qui n'aurait pas de sens. Mais on est quand même obligé de partir de quelque part. Je me réfère, comme Jean-Louis Fabiani, à cet ouvrage sur les cadres où Boltanski oppose la conception juridique de la délimitation, qui définit les nations, à la conception sociologique, qui ne croit pas aux dichotomies. Bien sûr, la réalité est un *continuum*, et pour le penser, la sociologie part plutôt de la notion de foyer. Pour les sociologues, les foyers sont, au départ, une zone, une position de recherche : ce n'est pas une clôture. Si l'on travaille sur la délinquance, il ne s'agit pas de la délinquance proprement dite, ce sera une bande dans un coin qu'on prendra comme point de départ, puis on suivra la pelote.

**Vincent GEISSER** - Je voudrais réagir à ce propos. Quand on regarde le développement des sciences sociales, notamment la science politique, on s'aperçoit qu'il y a un éclatement de la notion d'espace-temps, et du terrain. Aujourd'hui, certains chercheurs peuvent articuler quarante exemples, de quarante époques différentes, de quarante pays différents, et se disent spécialistes de tel pays. Le grand apport de votre exposé, de vos trois exposés, c'est de nous montrer qu'il faut toujours « sentir » quelque chose. Je me suis souvent posé la question de savoir si je peux écrire sur la société tunisienne, sous le prétexte que je vis en Tunisie en 1999 : je ne pense pas que ce soit un espace-temps suffisamment cohérent. On a, malgré tout, des contre-exemples très récents. Pour un anthropologue « partir d'un espace-temps » peut sembler banal. Mais il est bon de le rappeler dans une discipline comme la science politique. On y voit de plus en plus de chercheurs, et pas n'importe lesquels, manipuler l'espace-temps, des espaces,

des exemples... C'est donc, pour nous politologues, un vrai combat. J'ai l'impression que l'on parle de plus en plus de choses qu'on ne sent pas. Pourtant on culpabilise chaque fois qu'il faut produire un discours général, rendre compte d'une situation générale, pour tel ou tel article, un exercice d'écriture quasi obligatoire. En dehors du cercle, les anthropologues apparaissent comme des modèles, au bon sens du terme, à cause même de cet éclatement de la notion d'espace-temps.

**Nicolas PUIG** - J'ai peur qu'on vous accuse d'être le fossoyeur de l'anthropologie : parce que vous détruisez le mythe du terrain, vous rompez l'enchantement du rapport de l'anthropologue à son terrain et à la « peuplade isolée » qu'il va étudier. Vous dressez, en plus, une liste affolante des biais d'interprétations, qui dessine sous nos pas un chemin miné... En fait, pour nous qui avons fait le voyage, vous nous aidez à faire le chemin inverse. C'est un chemin qu'on fait tous parce que, quand on s'engage dans cette discipline, on y part avec une envie forte, une envie aussi d'aller vers un exotisme. Une des conditions de la production de données fiables et cohérentes, c'est de faire le chemin inverse, de sortir, et finalement de banaliser. Vous nous aidez à faire ce chemin, en évitant le narcissisme herméneutique, pour employer une expression de Gellner, selon lequel on apprendrait plus sur la relation qu'on entretient soi-même avec un terrain, avec des gens, que sur ces gens eux-mêmes, sur ce qu'ils vivent ou sur la façon dont ils s'organisent pour vivre. Je vous remercie pour cet effort réflexif, qui est très utile... et je ne fais pas partie de ceux qui vous accuseront d'être le fossoyeur de l'anthropologie, si cela peut vous rassurer.

Je pense aussi que ce qui a amené cet effort réflexif d'aujourd'hui c'est la première fois que je lis quelque chose d'aussi avancé en ce domaine c'est l'intérêt pour les questions contemporaines, ou pour prendre en compte les sociétés dans leur contemporain, et non pas figées dans leurs traditions. Il me paraît très important d'insister sur la complexité du réel (ou des réels) des sociétés « exotiques » ou lointaines. C'est peut-être de là que naissent les interrogations méthodologiques : comment prendre en compte cette complexité ? Visiblement, la simple intégration prolongée dans une « peuplade isolée » ne suffit plus. D'autant qu'il n'y a plus, aujourd'hui, de concordance entre l'échelle de travail de l'ethnologue et l'échelle de généralisation de ses données : on ne travaille plus sur des mondes clos, suffisamment peu nombreux pour qu'on puisse les étudier tous, dans leur contexte. Les sociétés sont insérées, de plus en plus, dans des ordres différents, renvoyant à des espaces temps qui dépassent leurs frontières physiques. C'est une autre manière de poser la question du terrain : il y aurait ainsi des glissements de terrain.

On est obligé de combiner, comme vous l'avez dit, des approches intensives à d'autres types d'approches, que l'on doit inventer. Plusieurs propositions, « ethnologie brève », « ethnologie longue », « ethnologie intensive ou extensive » essaient de décrire le fait que l'on ne se contente plus, aujourd'hui, de cette fameuse « observation participante », mythique. On essaie de procéder autrement pour arriver à coordonner un questionnement et une pratique de terrain. C'est ce que j'ai essayé de faire dans le Sud tunisien. Je suis parti d'une population particulière, un groupe d'anciens nomades sédentarisés, et j'ai généralisé un certain nombre de choses à l'ensemble du Sud tunisien. Pour cela, j'ai combiné une ethnologie intensive (en terme de ce groupe là, dans le quartier où il vit) avec des éclairages dans d'autres lieux du Sud tunisien, toujours en rapport avec des questionnements précis ; et avec d'autres éclairages de nature statistique, comme le relevé des fiches de mariage dans l'état civil. Cette combinaison de plusieurs méthodologies m'a permis d'aller à l'encontre de la distorsion qui existe entre l'échelle du recueil principal des données et la généralisation de ces données. Je n'ai pas vraiment de questions, beaucoup de choses ont été soulevées, et je suis comblé.

**Eric GOBE** - J'ai rédigé une thèse de science politique sur le rôle joué par les hommes d'affaires égyptiens dans l'élaboration de la politique économique de l'Égypte de l'*infitah* (l'ouverture), entre 1974 et 1994. Bien que je ne sois pas anthropologue, non titulaire d'une thèse d'anthropologie, j'ai eu la désagréable impression, à la lecture de votre texte, de revivre ma soutenance... On m'a surtout reproché d'avoir une confiance excessive en mes informateurs privilégiés ; on m'a accusé d'avoir pris pour argent comptant ce qui m'avait été affirmé. J'avoue qu'il est très difficile d'y échapper. En fait, la tentation de reproduire les interprétations des informateurs sur les pratiques sociales des acteurs étudiés est souvent très forte, surtout quand on a un certain nombre d'informations, de données accumulées, dont on ne sait quoi faire, comment les interpréter. Parfois, l'informateur vous donne une grille de lecture. J'ai succombé à cette tentation en utilisant comme concept, une interprétation qui m'avait été fournie, par l'une des personnalités interrogées, sur les pratiques des hommes d'affaires.

J'insisterais également sur le problème de « l'observation participante » et des conditions objectives de la recherche... Je travaillais sur une population, les hommes d'affaires, par définition une élite économique donc fortunée. Il est très difficile de faire de l'observation participante, notamment dans les clubs de sports, tels que le tennis, le golf, le polo... Ce sont des lieux tout à fait intéressants à fréquenter mais, malheureusement, en tant que boursier franco-égyptien...

Je voudrais enfin évoquer la difficulté de nommer son objet, la taxinomie. Vous en parlez dans votre texte. Je me suis tout le temps heurté, dans mon travail au nom que je pouvais donner à ma population de référence : j'ai utilisé *hommes d'affaires*. Là aussi, les mots sont piégés. Comment désigner cette élite économique que je souhaitais prendre pour objet de recherche ? J'avais à ma disposition un concept, celui d'*entrepreneur*. Ce vocable connaissait un regain de vitalité, à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Mais que faire, dès lors que ce concept était utilisé, non seulement par les grandes institutions comme le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale, mais aussi par les chercheurs, spécialisés sur le monde arabe ou sur les pays de l'Est ? J'ai essayé de m'armer en lisant toute la littérature concernant cet objet de recherche. Mais je me heurtais toujours à un problème de définition, trop étroite (en particulier celle de Schumpeter qui voit en l'entrepreneur un agent économique novateur) ou trop large (recouvrant l'épicier du coin comme l'industriel en agroalimentaire). En fait, j'ai préféré une notion (plus qu'un concept) utilisée par les acteurs qui étaient regroupés en associations d'hommes d'affaires (*gamiyet rijel el amal*). Je me suis permis d'utiliser la façon dont les acteurs se nommaient eux-mêmes. Cette notion d'hommes d'affaires était pertinente, parce que suffisamment laxiste pour s'adapter à l'ensemble des individus composant ma population de référence, travaillant dans des branches d'activités extrêmement diverses (un spéculateur foncier, des industriels, des agents commerciaux, des commerçants...). Je n'entrerai pas dans le détail des raisons qui expliquent ce conglomérat. Mais cette notion m'a parue suffisamment fructueuse, heuristique, pour avancer dans le travail sans m'enfermer dans des catégories préétablies : je trouvais que la catégorie « entrepreneur » était connotée idéologiquement, ou trop large. Je dois avouer, toute honte bue, que j'ai pris le risque de préciser que cette population de référence, les hommes d'affaires, faisait partie d'une bourgeoisie, donc d'une classe sociale.

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** - J'espère que l'évocation de votre soutenance est due à votre expérience biographique, et pas à la nature de mes propos. À travers la boutade sur le club de golf ou de polo, vous mettez l'accent sur le problème des contraintes matérielles. Toute enquête est un compromis avec des conditions matérielles qui ne sont jamais comme on voudrait qu'elles soient. Aucune de nos enquêtes n'est jamais l'enquête idéale qui combinerait tout, avec le temps qu'il faut... On ruse tous avec les conditions dans lesquelles on fait nos enquêtes. Quand on est jeune chercheur, on a plus de temps et moins d'argent ; quand on est vieux chercheur, on a plus d'argent et moins de temps...

Il se trouve que la sémiologie populaire est une des choses qui m'intéresse le plus, et sur laquelle, dans tous les problèmes de recherche, on a toujours des non dits. « Nommer » est quelque chose qui rencontre mes préoccupations sur la corruption, par exemple. Dans les différents domaines de la santé sur lesquels je travaille, on fait aussi de la sémiologie populaire, de façon approfondie. Il ne s'agit pas de se contenter d'un vocabulaire courant. Les indicateurs intéressants doivent compter, selon les secteurs, sur ce qui se diversifie. Je crois aussi que la sémiologie populaire est un des points de passage incontournables de nos disciplines. Toute bonne recherche consiste à s'appuyer sur des grilles de pensée partagées par les acteurs.

Maintenant, j'aimerais parler des rapports entre anthropologues et politologues. J'ai fait Sciences Po, dans le temps. Je connais le monde des politologues que j'ai souvent côtoyé sur l'africanisme. Il est vrai qu'on n'approche pas le terrain de la même façon (et ce n'est pas une arrogance de discipline de le dire). Le rapport au terrain des politologues (que je connais), n'est pas du tout ce que les anthropologues appellent « le terrain » : tel politologue confirmé fait un mois dans un pays et dit avoir fait son terrain. Ça veut dire simplement que les sources sont différentes. Le terrain des politologues est le plus souvent basé sur des sources tout à fait intéressantes, qui sont la presse (ça veut dire collectionner tous les journaux paraissant sur telle question), sur la rencontre d'un certain nombre d'acteurs clés. Ils mènent donc des entretiens avec des experts, dans le sens de personnes ressources. L'un des grands intérêts de la science politique, c'est la comparaison. En faisant un mois par-ci un mois par-là, au bout d'un moment, on acquiert une expérience comparative que les anthropologues ne peuvent pas avoir. Les avantages de l'un sont les inconvénients de l'autre, et vice-versa. Parfois pourtant ils se complètent et je vais en donner un exemple.

Vous savez tous comment Jean-François Bayard, dans le début des années 1980, a parlé des « modes populaires d'action politique », concept qui venait de la grande culture historique, sociologique, ou de philosophie politique des politologues. Il produit donc un concept qui est un mélange d'expériences vécues au Cameroun et d'héritage, celui de sa critique propre de Foucault sur le mode populaire d'action politique. La formule qui, par la suite, a été appelé « politique par le bas », est tout à fait intéressante parce qu'elle ne regarde plus simplement la politique des politiciens, mais celle de « Monsieur tout le monde ». Cependant, ce concept est resté programmatique pour l'essentiel : je ne connais que deux ou trois rares exemples de travaux de recherche empirique sur « la politique par le bas », parce que, justement, le terrain du politologue ne le permet pas. Ce n'est pas avec

les journaux et des entretiens avec quelques « experts », même s'ils sont leaders syndicaux, que l'on comprend « la politique par le bas » : ce qui est une façon extrêmement diffuse ou non politique de gérer un rapport au pouvoir, avec des gens que d'autres diraient dominés, dans une sociologie de la domination. De fait, on n'a plus besoin de s'appuyer sur ce concept. Pour voir ce qu'est le rapport au pouvoir qu'ont un certain nombre d'acteurs sociaux d'en bas, il n'y a pas d'autres moyens que l'enquête anthropologique. C'est bien un problème de rapport entre les problématiques et le travail empirique. Par contre, souvent, les anthropologues sont défaillants dans l'utilisation de sources telles que la presse, voire ça fait aussi partie du biais populiste chez les anthropologues du fait de leur méfiance vis-à-vis des experts patentés. De ce point de vue, on peut parler de complémentarité entre les disciplines.

**Vincent GEISSER** - Le problème des politologues n'est pas seulement un problème de rapport à la méthode, c'est véritablement un problème de positionnement dans le champ des sciences sociales, de posture : la science politique se dit noble et à partir de là un noble ne doit pas perdre son temps à aller faire des enquêtes de terrain.

**Larbi CHOUIKHA** - La question des rapports aux informateurs me semble fondamentale, dès lors qu'un chercheur ne maîtrise pas la langue, ne vit pas dans le pays, travaille sur un terrain qui n'est pas le sien. L'imprégnation passe alors directement par des informateurs. Or, dans un certain contexte, selon la structuration ou la configuration que prend ce contexte, nous savons que cet informateur a un rôle et un statut particulier. Ceux qui vivent dans ce pays le saisissent ; mais il est parfois difficile de le faire sentir à quelqu'un qui se trouve en dehors de ce contexte. On constate également que leurs informations prennent différents sens, selon le terrain, et selon la personne qui enquête (ce peut être aussi des étudiants de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information où j'enseigne, ou d'autres formations académiques). Et bien, ces informateurs passent par des chercheurs qui, comme eux ont entrepris les mêmes études dans le pays, voire d'autres personnes sous prétexte qu'ils sont plus disponibles que d'autres. Dans quelle mesure ces « informateurs » qui sont souvent des acteurs, peuvent-ils aider les chercheurs à s'imprégner du terrain sur lequel ils travaillent ?

**Kmar BENDANA** - J'ai l'impression que seuls les anthropologues (ou quelques sociologues) peuvent faire des films, mais pas les historiens. J'aurais aimé être anthropologue pour pouvoir faire des films. Pourquoi les anthropologues font-ils des



films ? Que faites-vous, en tant qu'anthropologue, quand vous filmez ? Comment écrivez-vous vos scénarios ? Que représentent-ils, enfin, par rapport à ce que vous produisez en articles ?

**Hassen ELBOUDRARI** - Au risque de passer pour un affreux culturaliste, je reprendrais, pour défendre un point de vue un peu différent, un certain nombre de termes chargés péjorativement, aussi bien dans l'exposé (pour des raisons didactiques) que dans la salle : *culture, culturalisme, herméneutique, intimité, indicible, etc.* Je renverserais ce « biais », par un changement d'angles de vue autour de la représentativité. Cette question soulève des problèmes complexes, si l'on ne fait pas de l'anthropologie sociale au sens strict, si l'on ne s'intéresse pas exclusivement au processus sociaux, objectivables et observables. Si l'on fait, ce qui est mon cas, une anthropologie culturelle qui veut échapper aux risques du culturalisme (en s'intéressant à ce qui se déroule à l'intérieur de la vie collective, de quelque taille qu'elle puisse être), la question de la représentativité se pose par deux bouts.

Tout d'abord, par l'exception par le haut. Si l'on ne veut pas aboutir à une vision moyenne (qui serait malgré tout consensuelle) du fonctionnement d'un groupe humain, de l'activité d'une société, de son esprit collectif (pour éviter les termes symboliques, et rester à un niveau de généralité), il existe des figures héroïques qui disent quelque chose sur le groupe, bien qu'elles n'en soient pas représentatives : ces « personnages » (comme on dirait en art dramatique) ou ces « types » (comme le disaient certains folkloristes, et aujourd'hui les sémioticiens) sont *significatifs* de quelque chose (surnaturel, magie, religiosité non canonique, *etc.*) qui ne laisse pas le type de traces habituellement recueillies et analysées par le chercheur, en particulier par l'anthropologue social. Ceci exige des protocoles différents, et une attention à ce qu'on pourrait appeler hâtivement et péjorativement « l'indicible », « la subjectivité ». Levi-Strauss, qui n'est pas culturaliste, dit, si je me souviens bien, que ce qui distingue la démarche anthropologique, c'est de faire de la subjectivité la plus intime un moyen de démonstration objective. Massignon, quant à lui, parle, à propos d'une grande figure mystique martyrisée au XIX<sup>e</sup> siècle, de « courbes de vie » : ce savant accompli, pour lequel j'ai beaucoup d'admiration, prend la métaphore de la navette du métier à tisser, qui n'appartient pas à la trame mais qui est significative de l'ensemble de ce qui se passe. Je le cite ici, comme analogie, pour dire qu'il y a des expériences, limites, qui disent quelque chose sur la manière de fonctionner du groupe, au niveau symbolique, et qui ne sont pas collectables, observables, dans ce qui est habituellement reçu comme représentatif.

À l'autre bout, la question de la représentativité se pose dans la pensée commune, qui est quelque chose de différent du « sens commun ». On peut ainsi définir des objets qui pourraient faire sortir la préoccupation de l'investigation anthropologique de l'exotisme. Sur des sujets qui ont un rapport au surnaturel, (une religiosité jusque là traitée comme marginale, possession, croyance dans les *djinn*s), il est tout à fait possible par une démarche qui s'inspirerait de cet esprit-là de montrer que, loin d'avoir une culture à deux niveaux, avec un schéma hiérarchisé (culture du haut - culture du bas ; dominants – dominés), on trouve plutôt une sorte de sédimentation.

**Dorra MAHFOUDH** - Je voudrais connaître votre expérience sur un point relatif à la situation d'entretien. Dans mon expérience de terrain en Tunisie, j'ai eu souvent l'occasion de remarquer qu'en situation d'entretien, les acteurs sociaux (des femmes, des jeunes, des personnes en milieu rural...) se mettent dans un rapport de domination, en se sentant obligés de donner de l'information. Ceci est probablement lié à un stéréotype, la plupart des enquêtes ayant lieu en milieu rural ou dans les quartiers pauvres. Mais il rend le travail très difficile et assez long. Je voudrais savoir comment l'expérience d'anthropologue peut éclairer les sociologues, pour arriver à faire éclater cette carapace, cette position d'assisté, de dominé, ce besoin de répondre à l'image qu'attend de vous l'État, ou d'autres acteurs. En travaillant, avec une anthropologue française, sur les pratiques de propreté dans certains quartiers, la situation était différente. En arabe, on me disait des choses, tout en précisant que ce n'était pas la peine de le dire à ma collègue : c'était « entre nous », notre imaginaire en quelque sorte. Avez-vous rencontré cette situation en Afrique, ou dans votre expérience en général ? Et comment avez-vous pu la traiter ?

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** - Je vais tout d'abord répondre à la dernière question, puisque la variété des relations sociales dans les enquêtes est extrêmement grande. Évidemment il n'y a pas de recette, ni même de stéréotype. Néanmoins je crois que le rapport de domination n'est jamais unilatéral. Certains sociologues ont insisté sur le rapport de domination entre le sociologue et ses enquêtés ; et jusqu'à quel point il était fort, structuré, dans la relation d'enquête. Je crois que les gens ne cessent de sous-estimer les capacités réactives, subversives des enquêtés, lorsqu'ils se mettent dans une attitude de « dominés » face à un enquêteur « dominant ». Enfin, ils sont tout à fait capables, par là même, de ne pas répondre, ou de répondre de manière déstabilisante. Leurs capacités

acquises sont multiples ; et il n'y a de rapport de domination que policier. Le moyen de le détourner dépend des situations locales. Il existe bien un contre rapport de domination dans l'enquête : je ne connais guère de cas où l'enquêté ne puisse pas répondre n'importe quoi pour se débarrasser de l'enquêteur. C'est aussi une stratégie.

En Afrique subsaharienne, en tout cas, on peut certainement différencier la « sociologie de tournée » de la « sociologie de résidence », de ce point de vue là. Il est clair qu'il ne suffit pas sortir de son véhicule, poser quelques questions aux paysans, et repartir vers un autre village. Ce n'est pas comme ça qu'on peut travailler sérieusement, car c'est là qu'on vous raconte des « histoires ». Il faut aller au-delà de cette sociologie de tournée, qui n'est rien d'autre qu'une habitude d'experts qui ne permet pas d'aller au-delà de réponses stéréotypées. Dès qu'on s'en donne la peine, il n'est pas si difficile de travailler dans un autre type de rapports avec les gens. En Afrique subsaharienne où le passé est très souvent invoqué dans les conflits, c'est une question de savoir-faire. Un étudiant débutant dans son premier terrain aura parfois des difficultés. Mais on trouve toujours qu'un conflit en cache un autre. À la limite, un danger inverse serait de surdéterminer à l'excès les conflits, par le passé, sans voir que même si on invoque des conflits anciens, ceux-ci n'existent que parce qu'ils ont été réactivés, reproduits. D'autres conflits anciens, ailleurs, ont pu être oubliés. C'est dans le rapport rétrospectif à l'histoire que se jouent les choses, les conflits actuels n'étant pas simplement une projection automatique de conflits anciens. Je dirais aussi que ce n'est pas un problème en soi, mais que ça fait partie du quotidien du travail d'enquête, quelles qu'en soit les méthodes, les procédures.

Sur les informateurs, je n'ai rien de particulier à ajouter. Le problème est qu'il y a des courtiers dans le domaine de l'information, courtiers et médiateurs, professionnels statutaires ou qui se présentent comme tels mais qui ne sont pas forcément rétribués à la commission. Aller au-delà des intermédiaires fait partie ici encore du savoir-faire du chercheur. Il ne s'agit pas d'ignorer, de mépriser ou de ne pas travailler avec ces intermédiaires : suscités ou autoproclamés, ils servent, à la fois, de véhicule d'informations et d'écran, de filtre. Un des aspects de ce savoir-faire est de contourner les intermédiaires, à tous les niveaux, local ou professionnel, ou dans des professions données, dans l'Université également où ce phénomène est constant. Il fait partie du paysage social partout où l'on travaille : il faut « faire avec » et essayer d'aller au-delà. Je n'ai pas d'autre chose à vous donner que du bon sens, et je m'en excuse.

Je termine par la culture, les films et les historiens. Il se trouve qu'à l'EHESS, l'institution dont nous dépendons, Marc Ferro est l'un des promoteurs des films historiques. Donc ça existe aussi.

**Kmar BENDANA** - Je sais que ça existe ; mais, pour moi, ce n'est pas la même chose.

**Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** - Les films anthropologiques, en France, ont une connotation : ce sont les films de Jean Rouch en particulier. J'ai travaillé sur le terrain de Jean Rouch, à tous les points de vue. Disons qu'il y a deux problèmes différents. Soit on utilise l'audiovisuel comme corpus, à ce moment c'est un problème de traitement, de problématique et de questions de recherche posées à ce corpus. Là, nous ne sommes pas encore très avancé, sauf dans des domaines tels que la gestuelle (ou certains rituels). Je n'ai pas travaillé là dessus. Beaucoup de gens en parlent, mais peu en font la preuve par neuf. Le plus souvent on a affaire à des films documentaires : le film ethnologique ou sociologique n'est qu'une catégorie de films documentaires. Quand vous faites un film documentaire, ou vous le faites en vous professionnalisant d'une façon ou d'une autre, ou vous faites les films les plus simples possibles, en utilisant des mises en scène déjà faites, ce qui est le cas des films techniques ou de rituel qui abondent dans la production ethnologique classique. Si l'on va au-delà, on tombe dans les problèmes de techniques de réalisation, ce qui devient plus compliqué puisqu'il faut rendre compte d'un phénomène complexe. En tout cas, c'est un métier qui devient extrêmement coûteux en temps et en énergie en France. J'ai fait ce métier, pendant un certain temps, d'abord en tenant la caméra (ce n'est pas ce que j'ai fait de mieux), ensuite en ayant fait travailler des opérateurs professionnels. J'ai donc commencé à faire ce travail de réalisation sur certains films, mais c'est un autre métier que celui de sociologue ou d'ethnologue. Même si un réalisateur de documentaire investit dans un film sociologique par une connaissance du terrain, si c'est un bon réalisateur, et par un repérage approfondi, l'anthropologue - cinéaste peut donner un plus, parce qu'il connaît plus les choses et peut trouver des sujets originaux.

Je réponds maintenant sur la culture et le culturalisme, ce qui est plus compliqué. Le culturalisme laisse entendre qu'il y a une adéquation entre un groupe social et, pour faire court, un système de valeurs et de représentations qui serait homologues à ce groupe social. Il s'agit d'un postulat qui n'est pas tenable.. Je pense que la vie sociale en général n'est pas faite de ça. Bien sûr, il existe des représentations partagées (je reste au niveau

des représentations pour ne pas compliquer les choses). Mais ces représentations ne sont pas forcément partagées par tout un groupe social ; et, quand elles le sont, elles le sont dans un domaine et pas dans un autre. C'est tout le problème des représentations partagées. Ça ne me gêne absolument pas de dire qu'il y a des logiques culturelles et des sous-cultures pour désigner l'ensemble des représentations partagées, à condition qu'on ne postule pas que c'est forcément pour tous les domaines et pour tout un groupe social. Ici encore, seule l'enquête empirique permet de répondre.

Je prendrais deux exemples, celui des représentations de la santé et celui des représentations de la religion. Dans les populations du Niger, les représentations de la santé varient suivant qu'il s'agit de guérisseurs et de spécialistes, qu'on a appelé les tradi-praticiens ou des non-spécialistes (grands-mères ou jeunes). Il est vrai que l'on va trouver un certain nombre d'entités nosologiques populaires (pour reprendre notre jargon) bien structurées avec un noyau de représentations commun. Sur d'autres pathologies, ce ne sera plus partagé par tout le monde. Chez les Songhaï, il y a un noyau de représentations partagées pour certaines maladies, seulement ; dans d'autres domaines, c'est le flou. Pour dessiner la cartographie des représentations, j'ai recouru au terme « module ». Ce n'est pas une grande invention conceptuelle, mais il était important pour moi. Certains modules regroupaient presque tout le monde sur certains domaines, d'autres petits modules regroupaient quelques personnes sur d'autres domaines. Donc, pur un module, il y a un noyau de représentations partagées au centre. Mais, dès qu'on va à la périphérie, plus personne n'est d'accord... Si vous appelez ça de la culture, je suis tout à fait prêt à appeler ça de la culture. Mais je ne veux pas accepter les acceptions de la culture qui me ferait penser autrement que comme ça, parce qu'il se trouve que c'est ce qui colle le plus aux données, sur les représentations de la santé comme sur celles de la religion. Au Niger où l'islam est dominant, bien sûr tout le monde est musulman, mais en même temps il y a le culte de possession. Toute une littérature anthropologique va dire que le culte de possession est la vraie culture songhaï, et que l'islam s'est surimposé. Je veux bien. Ceci étant, ça veut dire quoi de dire ça ? Faire un acte de force ? Les gens qui pratiquent les cultes de possession représentent 5 % à 10 % de la population au maximum. Par contre, il y a quelques 90 % de la population qui ont quelques notions partagées sur les génies (qui ne sont pas très différents des *djinn*s)... On trouve des représentations partagées assez larges sur les génies. Dès que l'on rentre plus avant, il faut aller dans l'environnement des familles. Et si l'on veut vraiment rentrer plus encore dans des systèmes assez compliqués, on va uniquement vers les confréries, les membres de

confréries de possession. Ici encore, entendons-nous sur ce qui est partagé. Même les gens qui font les cultes de génie, sont des gens qui prient, qui font le Ramadan, qui se considèrent comme musulmans. On est bien obligé de se rendre compte qu'il y a des représentations partagées de l'Islam comme celle-là, et d'autres qui ne le sont pas. Toute une série de groupes considèrent que ces cultes de possession sont une histoire de diables. Ils ne mettent pas en question leur existence, ils mettent en question leur légitimité religieuse. D'autres allient les deux. En tout cas dire que la société songhaï ou haoussa au Niger est à 100 % musulmane ou que la « vraie » culture c'est le culte de possession, tout ça me gêne terriblement, parce que ça ne permet pas de rendre compte des complexités, dans ce que les représentations ont de partagé ou de non partagé selon les domaines. La description un peu fine de ces représentations est le seul moyen de faire avancer le savoir.

**Abdelhamid HÉNIA** – Je remercie nos invités, les conférenciers et les discutants qui ont accepté de se livrer à un exercice de confrontation des pratiques de la recherche. Ils nous ont montré que l'on reste toujours des apprentis, quelle que soit la boîte à outils dont on se dote, théorique ou méthodologique.

**Jean-Philippe BRAS** - Pour conclure, il me semble que les savoirs modernes sont des savoirs modestes, sans tomber dans la désespérance, et des savoirs partagés. J'ai été très sensible à ce qui s'est passé autour de cette table, cette capacité à pouvoir se parler à travers les disciplines sans renoncer aux disciplines, bien que certains aient exprimé des vocations manquées. Sur les savoirs partagés, on voit bien que l'on peut travailler ensemble, et qu'il y a des enchaînements logiques. Le débat anthropologie - sciences politiques, notamment, renvoie à deux ou trois problèmes. Il arrive que « le haut » soit d'un silence assourdissant sur le plan de l'analyse politique et c'est a fortiori dans ces cas là qu'il faut aller chercher vers « le bas ». J'ai été frappé à quel point, sur l'analyse d'un certain nombre de sociétés, de la politique, il peut être utile d'aller voir du côté des anthropologues, des urbanistes, des géographes qui donnent un certain nombre de clés aux politistes qui dans leurs instruments traditionnels de travail sont souvent impuissants. Je vous remercie, je remercie l'ensemble des participants qui ont été nombreux, ce qui montre l'intérêt suscité par vos travaux.

## Les auteurs

### Jean BOUTIER

Historien, ancien membre de l'École Française de Rome et directeur d'études à l'EHESS, est un spécialiste de l'histoire des sociétés d'Ancien Régime (France et Italie). Avec Dominique Julia, il a dirigé l'ouvrage historiographique *Passés recomposés : champs et chantiers de l'histoire*, paru aux éditions Autrement en 1995. Rédacteur en chef de la revue *Enquête* depuis 1995.

Il est l'auteur de :

- *Un tour de France royal. Le voyage de Charles IX, 1564-1566* ; avec Alain Dewerpe et Daniel Nordman.- Paris : Aubier, 1984.
- *Léonard, Marie, Jean et les autres. Les prénoms en Limousin depuis un millénaire* ; avec Louis Pérouas, Bernadette Barrière, Jean Tricart, Jean-Claude Peyronnet.- Paris : CNRS, 1984
- « Du plan cavalier au plan géométrique : les mutations de la cartographie urbaine en Europe occidentale du XVI<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup> siècle » ; avec L. Teisse, in *colloque du Groupe de Travail International d'Histoire Urbaine*, Paris, 1984, multigr., 30 p.
- *Campagnes en émoi. Révoltes et révolution en Bas-Limousin, 1789-1800*.- Treignac : Les Monédières, 1987 (2<sup>e</sup> éd. 1989).
- *Les sociétés politiques*, avec Philippe Boutry ; vol. 6 de *l'Atlas de la Révolution française* (dir. Serge Bonin et Claude Langlois).- Paris : éd. de l'EHESS, 1992.
- (dir.) *Les imprimés limousins : 1788-1799* ; avec M. Cassan.- Limoges : Presses de l'Université de Limoges, 1994.
- (dir.) *Passés recomposés : champs et chantiers de l'histoire* ; en collab. avec Dominique Julia.- Paris : Autrement, 1995.
- « Regards sur l'historiographie récente de l'Italie moderne », avec Brigitte Marin, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, XLV, 1998, p. 7-14.
- *Les plans de Paris. Essais de cartobibliographie (1493-XVIII<sup>e</sup> siècle)*.- Paris : Bibliothèque Nationale de France, 2001.

### Jean-Louis FABIANI

Sociologue, ancien élève de l'École Normale Supérieure (1972), agrégé de philosophie (1974), docteur de l'EHESS (1980). Il est directeur d'études à l'EHESS et directeur du SHADYC (UMR CNRS-EHESS). Objets principaux d'enseignement et de recherche : sociologie des pratiques culturelles, histoire sociale des sciences sociales, théories sociologiques, histoire et sociologie des histoires et des représentations de la nature. Il est l'auteur des *Philosophes de la République* (1988), de *Lire en prison* (1995) et de *L'Europe du Sud contemporaine*, avec Bernard Plossu (2000). Il a dirigé deux ouvrages : *La société vulnérable* (1987) et le *Goût de l'enquête* (2001).

Parmi ses travaux récents :

- « Des pavés dans la mare. Normes sociales, valeurs familiales et autonomie artistique dans la littérature de jeunesse contemporaine », *Questions d'éthique et littérature pour la jeunesse*, Lausanne : Arole, 1998, p. 21-32.
- « Les règles du champ », *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu* (sous la direction de Bernard Latour).- Paris : La Découverte, 1999, p. 75-91.
- « L'énigme du proche », *Album de familles. Nonza. Cap Corse* (Julie Canarelli).- Ajaccio : Piazzola Découverte, 2000.
- « L'expérimentation improbable. Remarques sur la sociologie française dans ses rapports avec l'ethnométhodologie », *Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, sous la direction de Michel de Fornel, Albert Ogien, Louis Quéré.- Paris : La Découverte, 2001, p. 277-295.
- « L'écologie de la restauration considérée comme une mise en spectacle du patrimoine naturel », *Les carnets du paysage*, n°4, automne-hiver 1999, p. 80-94.
- « Review symposium. The Sociology of Philosophies », *European Journal of Social Theory* 3(1), p. 95-118.
- « Ethique et politiques de la techno-nature. À propos de la biologie de la conservation » (avec Charles Camic, Randall Collins et Jorg Rossel), *Revue européenne des sciences sociales*, tome XXXVIII, 2000, n° 118, p. 15-28.
- « Tragédiens et comédiens. Les Corses et l'État français », *French Politics, Culture and Society*, vol. 18, n° 2, summer 2000, p. 1-20.
- *Les Publics du festival d'Avignon* (avec Emmanuel Ethis et Emmanuel Pedler).- Rapport d'enquête multigraphié, 1997, 228 p.
- *Le présent de l'histoire locale* (avec Jacques Caroux) ; rapport de recherche pour le ministère de la Culture (Mission du patrimoine ethnologique), novembre 1999, 141 p.

### **Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN**

Anthropologue, docteur d'État (1982), directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS. De 1991 à 1996, il a présidé l'Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement. Cinéaste, il travaille aujourd'hui au Niger. Il dirige actuellement plusieurs programmes scientifiques sur les systèmes de santé, les pouvoirs locaux, l'État, la corruption en Afrique. Membre des comités de rédaction des revues *Cahiers d'Etudes Africaines*, *Enquête*, *Anthropology and Medecine* ; codirecteur scientifique des *Working Papers on African Societies* (Berlin) et de la collection *Anthropology and Development* (Hamburg)

Il est l'auteur des ouvrages suivants :

- *Système des relations économiques et sociales chez les Wogo du Niger*.- Paris : Institut d'Ethnologie, 1969.
- *Quand nos pères étaient captifs : récits paysans du Niger*.- Paris : Nubia, 1982.
- *Concepts et conceptions songhay-zarma (histoire, culture et société)*.- Paris : Nubia, 1982.
- *Les sociétés songhay-zarma (chefs, guerriers, esclaves, paysans...)*.- Paris : Karthala, 1984.



- (dir.) *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire : sciences sociales et développement rural* ; avec P. Boiral et J.-F. Lanteri.- Paris : Karthala, 1985.
- (dir.) *D'un savoir à l'autre : les agents de développement comme médiateurs* ; en collab. avec E. Paquot.- Paris : GRET-Ministère de la Coopération, 1990.
- *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social.*- Paris : Karthala, 1995.
- (dir.) *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation* ; en collab. avec T. Bierschenk.- Paris : Karthala, 1998.
- (dir.) *La construction sociale des maladies. Les entités nosologiques populaires en Afrique de l'Ouest* ; en collab. avec Y. Jaffré.- Paris : PUF, 1999.
- *Courtiers du développement . Les villages africains en quête de projets* ; en collab. avec T. Bierschenk et J.-P. Chauveau.- Paris : Karthala, 2000.

Sur les questions évoquées ci-dessus, on peut se reporter à ses articles récents :

- « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1 : 71-112, 1995.
- « La violence faite aux données. Autour de quelques figures de la surinterprétation en anthropologie », *Enquête*, 3 : 31-59, 1996.
- « ECRIS : Rapid Collective Inquiry for the Identification of Conflicts and Strategic Groups », en collab. avec T. Bierschenk, *Human Organization*, 56 (2) : 238-244, 1997.
- « Le je méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue Française de Sociologie*, 41 (3) : 417-445, 2000.



## Les discutants

**Farid ABACHI**, anthropologue et architecte, boursier de recherche à l'IRMC

**Mohamed el-Aziz BEN ACHOUR**, historien, directeur général du Musée d'Histoire Moderne et Contemporaine (Ksar Saïd) ; directeur de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN) de Tunis

**Kmar BENDANA-KCHIR**, historienne, chercheur à l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN-Tunis), chercheur associée à l'IRMC

**Lilia BEN SALEM**, sociologue, professeur à l'Université de Tunis - Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Leila BLILI**, historienne moderniste, maître assistant à l'Université de La Manouba - Faculté des Lettres

**Jean-Philippe BRAS**, juriste, professeur à l'Université de Rouen, directeur de l'IRMC

**Mounira CHAPOUTOT-REMADI**, historienne, professeur à l'Université de Tunis-Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Khadija CHÉRIF**, sociologue, maître assistant à l'Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme (ENAU) de Tunis

**Mohamed-Hédi CHÉRIF**, historien, professeur à l'Université de Tunis - Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Larbi CHOUIKHA**, anthropologue, maître assistant à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI) de Tunis

**Radhi DAGHFOUS**, historien, professeur à l'Université de Tunis - Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Hassan ELBOUDRARI**, anthropologue, directeur de recherche à l'EHESS, chercheur délégué auprès de l'IRMC

**Vincent GEISSER**, politologue, chercheur à l'IRMC

**Eric GOBE**, politologue, chercheur à l'IRMC

**Abdelhamid HÉNIA**, historien, maître de conférence à l'Université de Tunis -Faculté des Sciences Humaines et Sociales, chercheur détaché auprès de l'IRMC

**Nora LAFI**, historienne, boursière de recherche « Jean-Pierre Thieck », ancienne allocataire de recherche à l'IRMC

**Mouldi LAHMAR**, sociologue, maître assistant à l'Université de Tunis - Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Dorra MAHFOUDH**, sociologue, maître de conférence à l'Université de Tunis - Faculté des Sciences Humaines et Sociales

**Moncef M'HALLA**, historien, chercheur à l'Institut National du Patrimoine - Tunis

**Nicolas PUIG**, anthropologue, boursier de recherche à l'IRMC



# LE SHADYC

## *Sociologie, histoire, anthropologie des dynamiques culturelles*

Le SHADYC est une unité mixte du CNRS et de l'EHESS, créée en 1993, au Centre de la Vieille-Charité à Marseille. Ce laboratoire à caractère tridisciplinaire (sociologie, anthropologie, histoire) a été fondé sur le constat de convergences épistémologiques et méthodologiques entre ces trois disciplines, dès lors qu'elles s'attachent à la production et à l'interprétation de données empiriques sur le monde social. Ce même constat est au principe de la revue *Enquête* animée à partir du SHADYC, ainsi que la formation doctorale « Sciences sociales » fonctionnant à la Vieille-Charité (sous le sceau EHESS) dont le SHADYC constitue le laboratoire d'accueil.

Les recherches en cours s'y organisent selon cinq axes :

### **- La théorie et l'enquête**

Recherches sur le raisonnement dans les sciences sociales, épistémologie des pratiques de recherche, histoire des théories et des recherches, sociologie des partages disciplinaires.

### **- Identités, pouvoirs et territorialités**

Pouvoirs locaux et territoires, identités et cultures urbaines, entreprises religieuses et conversions identitaires.

### **- Sociologie, histoire et anthropologie des formes culturelles**

Sociologie de la réception, histoire sociale de l'art et de la culture, élaboration, réception et recomposition des formes culturelles, histoire des cultures politiques.

### **- Le fait colonial**

Études des logiques de peuplement dans le Pacifique, analyse des formes et des modalités de l'expansion dans le Pacifique et en Afrique, expérience coloniale du point de vue des colonisés.

### **- Anthropologie et sociologie de la santé**

Le risque en santé, pratiques populaires face à diverses pathologies, confrontation des logiques d'acteurs.



## **La revue Enquête** *anthropologie, histoire, sociologie*

La revue *Enquête*, issue de la confrontation entre des chercheurs appartenant à trois disciplines : l'anthropologie, l'histoire et la sociologie, a été créée en 1995 et a publié 7 numéros :

1. Les terrains de l'enquête, 1995
2. Usages de la tradition, 1996
3. Interpréter, sur-interpréter, 1996
4. La ville des sciences sociales, 1997
5. Débats et controverses, 1997
6. La description - I, 1998
7. Les objets du droit, 1999.

Elle reparait en 2001, sous forme de série, aux éditions de l'EHESS.

Son comité éditorial comprend Giorgio Blundo, Jean Boutier, Jean-Louis Fabiani, Cyril Lemieux, Gérard Lenclud, André Mary, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Jean-Claude Passeron et Jacques Revel.

Contact : Denise Bally, secrétaire de rédaction de la revue *Enquête*.

EHESS-SHADYC - Centre de la Vieille Charité

2 rue de la Charité - 13 002 Marseille

Tél. : 04 91 14 07 71

Fax : 04 91 91 34 01

E-mail : [enquete@ehess.cnrs-mrs.fr](mailto:enquete@ehess.cnrs-mrs.fr)





# Enquête n° 8 - 2001

## Sommaire

### Essais

François Hartog, Jacques Revel, « Note de conjoncture historiographique ».

Giovanni Levi, « Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire ».

Michael Herzfeld, « Vers une phénoménologie ethnographique de l'esprit grec ».

Jérôme Baschet, « L'histoire face au présent perpétuel. Quelques remarques sur la relation passé-futur ».

### Travaux

Michael Werner, « Mises en scène récentes de la nation allemande. Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) ».

Neil Asher Silberman, « Structurer le passé. Les Israéliens, les Palestiniens et l'autorité symbolique des monuments archéologiques ».

Elias Sanbar, « Hors du lieu, hors du temps. Pratiques palestiniennes de l'histoire ».

### Confrontations

Pedro Ruiz Torres, « Les usages politiques de l'histoire en Espagne. Formes, limites et contradictions ».

Lucette Valensi, « Notes sur deux histoires discordantes. Le cas de l'Arménie pendant la première guerre mondiale ».

### Référence

François Hartog, « Présentation ».

Charles Péguy, « Le jugement historique ».

### Chantier

Abdelhahad Sebti, « Variations marocaines autour du moment colonial ».

